

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

La City continue sa politique de classe.

Quand le prolétariat mènera-t-il la sienne ?

Sur le corps meurtri de l'Espagne...

La chute de Tétel illustre tragiquement l'effroyable situation où se trouve l'Espagne antifasciste isolée au milieu du monde capitaliste, comme le cerf au milieu de la meute.

Les flots de sang répandus par l'armée populaire, composée exclusivement de prolétaires, n'auront donc servi à rien ! Franco, aidé par ses alliés, fascistes démontre que mieux vaut de bons canons, de puissants avions, des munitions innombrables, que l'héroïsme de tout un peuple qui lutte pour son droit à la vie, mais qui n'a pour soutenir cet héroïsme que des mains vides ou à peu près.

Pauvre Espagne ! Quelle proie pour les vautours impérialistes de toutes couleurs ! Chacun, de son bec, déchire son corps pantelant. Etats totalitaires ou nations démocratiques, chacun, à sa manière, se choisit un morceau.

Hitler déclare qu'il ne saurait tolérer que l'Espagne ouvrière soit maîtresse de son destin dans le même temps d'ailleurs où il invoque pour sa politique, la thèse wilsonienne du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !

Ne parlons que pour mémoire de Mussolini dont les griffes sont depuis dix-huit mois implantées au plus profond de la chair espagnole.

Ce qui est plus scandaleux encore, c'est l'odieuse hypocrisie des Etats dits démocratiques qui, à leur façon, s'approprient également à dépecer la péninsule.

Les récents événements politiques d'Angleterre sont à cet égard fort significatifs. Les cuisiniers n'étaient pas d'accord sur la façon de préparer la sauce à laquelle le peuple espagnol doit être mangé.

D'Eden à Chamberlain la différence n'est que dans la forme. Il s'agit seulement de savoir comment l'Espagne pourra servir de compromis pour sauvegarder les intérêts de l'Empire.

Quant à la France du Front populaire, ce sont des mobiles identiques qui guident sa politique.

L'ombre portée de Staline sur l'Espagne assombrit le problème juste assez pour permettre aux Etats totalitaires de justifier leur ingérence. Elle n'est pas suffisante pour les faire reculer.

Ce qui est lamentable, c'est de voir que dans chaque pays, le prolétariat est incapable de dissocier ses intérêts internationaux de ceux de ses maîtres.

C'est en leur parlant de leurs frontières menacées qu'on émeut les ouvriers de ce pays ! De l'autre côté des Pyrénées le prolétariat a tenté d'instaurer à la faveur de la lutte un monde nouveau. Considération secondaire...

Ce qui compte, pour nos dirigeants « ouvriers » c'est de libérer la frontière pyrénéenne et la liberté des communications avec les colonies. Le reste ils s'en foutent.

Cependant, la C.G.T. est « forte » de cinq millions d'adhérents. Ces cinq millions de prolétaires vont-ils continuer à se contenter de lever le poing en cadence en chantant l'Internationale et, de préférence la Marseillaise ?

Votre internationalisme, ouvriers, qu'en avez-vous fait ?

De l'autre côté des Pyrénées, vos frères crient à l'aide. Ne serez-vous capables que de réaliser l'union sacrée avec vos exploitateurs comme tous vos maîtres vous en conjurent ?

Ne jetez-vous pas dans la balance le poids de votre force autonome pour venir au secours de l'Espagne ? Continueriez-vous à laisser peser sur elle le blocus qui l'étrangle ?



Lire en 3° page :

La réponse de la C.N.T. à l'U.G.T.

PLAN D'ETUDES
REVOLUTIONNAIRES
par Max STEPHEN.

DEVONS-NOUS GRAISSER NOS BOTTES ?

En dépit du décorum de l'Opéra Kroll et du discours de trois heures qu'y a prononcé le Führer, nous pensons que l'intérêt politique de cette semaine n'est pas à Berlin. Les paroles s'envolent. Celles qu'a prononcées Hitler n'ont d'ailleurs rien qui puisse nous surprendre si on les dépouille de toute la littérature de propagande. Nos journalistes auront beau pousser des cris de terreur et des gémissements scandalisés, ils n'arriveront pas à nous émouvoir.

Bien autrement grave que ce spectacle, aujourd'hui banal, est la partie qui se joue actuellement à Londres. Sans vouloir le moins du monde forcer la note, mais en pesant au contraire tous ses mots, on peut dire que le sort de la paix se joue dans ces délibérations dramatiques du cabinet anglais. Il convient que chacun s'en persuade puisque, par la démission de la classe ouvrière mondiale, le destin du monde se trouve remis entre les mains des hommes politiques. Ceux-ci inclinent-ils à la prudence, et nous bénéficierons d'un nouveau sursis. Voudront-ils, au contraire, raidis dans une volonté de ne pas céder quoi qu'il advienne, risquer la carte qu'on ne reprend pas, celle qui vous enrichit (quel enrichissement !) ou qui vous ruine, et il nous faudra bien laisser passer la guerre dont la plupart des hommes acceptent déjà l'éventualité, honteusement, dans leur cœur.

LASHORTES.

(Voir la suite en 6° page)

LANCEURS DE BOMBES !

« La marmite » a changé de mains ! Les « honnêtes gens » de la bourgeoisie, les Pozzo, Duseigneur et Cie, manient ou font manier la bombe, comme de « vulgaires anarchistes ». Avec cette différence cependant : c'est que nos camarades de la « période héroïque » firent courageusement le sacrifice de leur vie et revendiquèrent hautement la responsabilité de leurs actes. Quel contraste entre l'attitude d'un Emile Henry déclarant à ses juges, que tout acte de révolte était un acte de légitime défense contre le régime capitaliste, et l'attitude de lâcheté observée par Delonch ou les sous-Méténier de la Cagoule.

Quelle différence à faire entre l'anarchiste le « terroriste » abattant un tyran au cri de « Vive la Révolution Sociale ! » en faisant face à la meute, et les vulgaires assassins des frères Rosselli, se dégonflant piteusement, et rejetant les uns sur les autres la responsabilité de leur tuerie.

Quelle différence encore entre l'attitude de nos martyrs, de Chicago et d'ailleurs, se dressant devant leurs juges, non pas en accusés mais en accusateurs, et ces pantins grotesques, « ventres dorés » de la finance ou du « pneumatique », pleurnichant des faveurs en se réclamant de leurs rôles de « boucher principal » dans l'assassinat collectif de 1914.

Enfin quelle différence à faire aussi entre l'attitude de notre Bonne Louise, crachant son mépris à la face des bourreaux versaill-

EN RÉPONSE A TROTSKY ET A QUELQUES AUTRES

L'opportunisme de la C.N.T. sauvegarde de l'avenir révolutionnaire

Les événements d'Espagne ne se sont pas déroulés comme nous pouvions l'espérer dès le début. Les défaites se sont succédées. Il ne s'agissait pas pour nos amis de la C. N. T., F. A. I. de rompre le front antifasciste, mais bien de le resserrer davantage. Vaincre, il fallait vaincre, et pour cela il fallait des armes. Où se procurer des armes ?

En Espagne, les usines spécialisées à cette fabrication étaient trop peu nombreuses et insuffisamment outillées. A l'étranger, mais les puissances démocratiques, et l'Angleterre en particulier, tremblaient devant le développement de la révolution pour les immenses capitaux investis en Espagne, elles refusaient même de livrer les commandes passées avant le 19 juillet.

Et ceux qui reprochent à nos camarades de ne pas avoir pris tout le pouvoir, pensent-ils à cela ?... Qui donc oserait soutenir que des armes auraient été vendues, même payées en or, à la C. N. T., F. A. I. par les puissances démocratiques et même par Moscou ? Moscou — et sa politique en Espagne le prouve — n'aurait pas vendu d'armes à la révolution libertaire.

Nos camarades avaient compris cette situation. De plus, ils savaient que le mouvement anarchiste international ne pourrait leur apporter qu'une aide insuffisante. Ils ne pensaient pas, malgré tout, que le sectarisme de certains les entraînerait à leur porter plus de coups que d'aide. Ils ne pouvaient pas compter sur l'aide du prolétariat international qui est complètement sous la férule des partis marxistes, adversaires d'une révolution libertaire.

Cette tragique situation les amena à faire des concessions. Ils tolérèrent donc pour la face du monde le gouvernement Companys. Ils restèrent dans l'ombre, pour permettre au gouvernement républicain d'acheter des armes. Et cela eut comme résultat que les armes russes arrivèrent juste pour empêcher Franco de s'emparer de Madrid. Armes payées en or, armes conditionnées à des concessions politiques dont la C. N. T. connaît le prix, c'est incontestable, mais armes qui étaient indispensables, armes qui n'ont été données qu'au compte-gouttes aux colonnes confédérales, mais qui tout de même ont permis de résister pendant de nombreux mois devant Madrid. Et armes que n'aurait jamais reçues la C. N. T., si elle avait eu toute la direction des affaires.

Le couteau sur la gorge, nos camarades ont fait des concessions, ils les ont faites parce qu'ils ne pouvaient pas, en révolutionnaires conséquents, faire autrement. Pour eux ces concessions étaient une question de vie ou de mort, pour le prolétariat librique, pour la révolution espagnole.

Les trotskystes et autres similis marxistes feraient bien de relire la *Maladie Infantile du communisme* de leur maître Lénine. Le passage sur les compromis semble avoir été écrit spécialement pour eux.

Voici ce que Lénine a pu écrire alors :

« Mener la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale, guerre cent fois plus difficile, plus longue et plus compliquée que la plus acharnée des guerres ordinaires entre Etats, et de plus s'interdire à l'avance tout louvoiement, toute utilisation des antagonismes d'intérêts existant, ne fût-ce qu'un moment, entre ennemis, tout accord et tout compromis avec des alliés possibles, ne fût-ce que des alliés provisoires, peu sûrs, chancelants, conditionnels, n'est-ce pas là une chose d'un ridicule sans bornes. Et des gens manquant à ce point de conscience et d'expérience (heureux encore si leur jeunesse en est la cause, car la jeunesse a reçu permission de la Providence de dire pendant un temps pareilles bêtises), ont pu être soutenus (que ce soit directement ou indirectement, de façon franche ou déguisée, intégralement ou partiellement, peu m'importe) par les tribunistes hollandais ! »

Associée avec des alliés provisoires, peu sûrs, chancelants, conditionnels, mais c'est toute la politique de la C. N. T. en Espagne. Politique qui lui a été imposée par les événements du 19 juillet.

Et nos grands stratèges qui vont partout en « habiles politiques » à donner la formule de Tchernychevski « Le chemin de l'histoire n'est pas le trottoir de la Perspective Nevsky » — formule reprise par Lénine — passent leur vie à tracer les lignes droites de la révolution. Lignes droites que la révolution n'emprunte jamais...

Nos camarades se sont refusés tout d'abord à toute participation gouvernementale. La révolution suivait la voie parallèle de la lutte antifasciste, mais devant les victoires de Franco, et la nécessité de resserrer le bloc antifasciste, elle devait inévitablement marquer un temps d'arrêt. Qu'on ne l'oublie pas : ce n'est que lorsque Franco fut devant Madrid que le cabinet Largo Caballero auquel participa la C.N.T. se constitua. Ce gouvernement n'était pas un gouvernement au sens exact du terme, c'est-à-dire un pouvoir politique au service de la classe bourgeoise pour écraser le prolétariat. Il était beaucoup plus une formation hybride, née des circonstances particulières, sorte de junte antifasciste qui ne se proposait qu'un but : écraser la sédition militaire.

R. FREMONT.

(Voir la suite en 6° page)

L'ACTION DIRECTE

par Sébastien FAURE

Il n'est pas douteux que les élections législatives de 1936, la victoire du Front Populaire et la prise de possession du Pouvoir par un Ministère à majorité et à direction socialistes ont, à l'origine, suscité dans la France entière — syndicalistes révolutionnaires et anarchistes exceptés — une émotion très vive et une violente agitation.

Ce fut, dans les milieux capitalistes, une panique insensée et, dans la classe ouvrière, une explosion d'espérance délirante.

Et, sous la pression de cette folle effervescence, soufflant ici le brûlant et là le glacial, ce fut une sorte d'affolement général.

Cet affolement fut porté à son comble par un vaste mouvement de grèves entraînant pas, comme à l'habitude, l'abandon des lieux du travail, mais, tout au

contraire, leur occupation jour et nuit. Lumineuses, indiscutables, la signification et la portée de ces « grèves sur le tas » étaient, à n'en point douter, celles-ci :

« Nous sommes las de l'existence qui nous est faite. Nous en avons assez des conditions de travail qui nous sont imposées. Nous voulons et il faut que cela change. »

« Nos revendications sont connues : relevement sensible et général des salaires, semaine de quarante heures, délégués du personnel, contrats collectifs, congés payés, etc... »

« Nous en saisissons directement nos patrons et directeurs et les pouvoirs publics. Nous sommes fatigués du mauvais vouloir manifesté des uns et des lenteurs et ajournements hypocrites des autres. »

« Notre patience est à bout. Nous exi-

geons des décisions fermes et immédiates. Nous ne quitterons les lieux où nous avons coutume de travailler qu'après avoir obtenu pleine et entière satisfaction. »

« Nous n'avons plus confiance qu'en nous-mêmes. Nous ne comptons désormais que sur nous, sur la puissance de notre nombre et sur la force de notre inébranlable volonté. »

Depuis longtemps, dirigeants et possédants n'avaient pas entendu une déclaration aussi nette. Jamais capitalistes et gouvernants ne s'étaient trouvés en face d'une attitude aussi résolue.

Pour ces gens ayant l'habitude de parler en maîtres absolus à la foule passivement soumise à leurs exigences, c'était l'ACTION DIRECTE DANS TOUTE SON HORREUR !

(Voir la suite en 6° page)

POUR OUVRIR LES PRISONS AUX ANTIFASCISTES...

LE MEETING de la S. I. A. A ÉTÉ UN SUCCÈS IMMENSE



Une vue de la salle Japy pendant le meeting. (Voir en 4° et 5° pages le compte rendu.)

lais en revendiquant fièrement d'avoir été une « pétroleuse » et réclamant pour elle seule la responsabilité de la révolte du peuple, et la position prise aujourd'hui par les chefs du fascisme français, qui rient leurs propres adhérents, par courtoisie et par intérêt personnel. C'est d'ailleurs assez naturel, car l'idéal de ces messieurs n'est calculé que sur la grosseur du portefeuille.

Et maintenant observons également la différence entre les bourreurs de crâne d'aujourd'hui et ceux d'hier.

La grande presse de nos jours ne veut pas prendre au sérieux l'affaire de la gaule.

Quant aux dépôts d'armes, c'est tout bonnement l'œuvre de « collectionneurs » n'est-ce pas ? inoffensifs naturellement ! simple distraction d'amateurs. Que l'on découvre des centaines de fusils dans les repaires fascistes, cela est sans importance, car on s'occupe de la prison de Fresnes. Et vive le « souffle républicain », messieurs...

Mais que l'on trouve un fusil et un pistolet chez notre ami Léger, ça c'est une affaire sérieuse, et ça vaut une « villégiature » de treize mois à la prison de Fresnes. Et vive le « souffle républicain », messieurs...

Enfin la bombe est à l'ordre du jour ! elle fut déjà pendant la « période héroïque » ou de nombreux compagnons marchèrent à la guillotine. D'autres amis, considérés par la bourgeoisie comme des « complices mornaux » des « exécutants », furent odieusement traqués et expédiés au bagne sans le plus petit délit. Leur crime ? Ils étaient anarchistes !

Puis vint la guerre de 1914 et la bombe fut déclarée « d'utilité publique ».

Hier quand un terroriste démolissait un pan de mur, c'était la guillotine, ou les travaux forcés. Aujourd'hui changement à vue : pour la civilisation : des bombes, et encore des bombes. Et plus il y a d'enfants et de vieillards assassinés, plus les bras des exécutants seront remplis de galons, et leurs poitrines d'honnêtes hommes chargées de décorations. Comprenez qui pourra ! C'est-à-dire que nous, nous comprenons très bien...

Aujourd'hui les cagoulards qui sont tous des gens du milieu... bien élevés (la plupart sont de doux chrétiens) emmènent dans leurs châteaux, entre leur « livre de messe » et leur chapelier, des centaines de ces précieux engins, bombes, grenades, etc. qui doivent certainement servir pour le jour du sacre de la « réconciliation ».

Voilà compagnon, pourquoi, j'ai écrit plus haut la « marmite » a changé de mains, et pour des buts bien différents ! car en effet nos amis ne faisaient que répondre à la féroce répression bourgeoise, quand ils se lancèrent dans la propagande par le fait. Tandis que les « lanceurs de bombes » d'aujourd'hui qui sont des repus, le font pour mieux asséoir leur domination et plonger les peuples dans un régime effroyable de dictature.

Compagnons, pour éviter cela comptons plus sur nous-mêmes que sur nos gouvernants de front populaire.

PIERRE LE MEILLOR.

« Parler au peuple ! »

C'est ce que le rédacteur d'un quotidien radical de l'Ouest voudrait que fissent les représentants des partis démocratiques, dans toutes les réunions publiques, dans les usines et sur les chantiers, pour démasquer les démagogues de la révolution et inviter les ouvriers à accepter patriotiquement à être moins prétentieux et à travailler davantage. Il s'agit de demander au peuple de faire des sacrifices, de très lourds sacrifices pour atteindre ce que toute la malveillance bourgeoise et politicienne a baptisé « défense nationale ».

Le journaliste en question, rend responsable de la situation douloureuse dans laquelle on se débat et de celle non moins catastrophique qui nous menace, tous les ouvriers et leurs catéchismes.

Les trois cent soixante-douze milliards qui ont été engloutis depuis la guerre pour la « défense nationale », — sur lesquels les marchands de canons ont fait un bénéfice de près de la moitié —, doivent trouver une compensation par l'amélioration de la vie économique sous forme de dérogations à la loi de 40 heures. Il affirme encore que seules : « les classes possédantes, grosses, moyennes et petites fortunes ont donné patriotiquement sous forme d'impôts ou sous forme de prêts 372 milliards... et qu'à l'heure actuelle ce sacrifice sera inutile si les ouvriers, dans certaines industries, continuent à ne plus vouloir travailler que quarante heures ».

Donc les ouvriers, ces solograps, n'ont rien lâché et le percepteur, bien entendu, leur a fait cadeau de leurs impôts. En aucune façon, ils n'ont participé aux impôts indirects prélevés sur tous les produits qu'ils consomment. Le chômage, la misère et ses douloureux cortèges, c'est du roman.

Toujours d'après la même source, ces nom de dieu d'ouvriers se la coulent douce et n'en fient pas lourd. Dame pensez donc, en France ils ne consentent à travailler que « 37 heures ». Ça ne peut pas durer ainsi ! Regardez en Allemagne, là où même les ouvriers travaillent 52 heures par semaine. En Allemagne toujours les ouvriers spécialisés de l'aviation sont 100.000 et en Italie 80.000, alors qu'en France (quelle horreur) il n'y en a que 40.000 seulement.

Les chiffres parlent tout seuls dit le bon apôtre. Evidemment, surtout qu'il est si facile de jongler avec les chiffres n'est-ce pas ?

Et comment faire pour que les ouvriers français consentent à accepter des dérogations à la loi de 40 heures ? Eh parbleu, les... instruire et si ça ne prend pas, alors qu'on donne la parole à ce bon monsieur Daladier. Au moins avec celui-là, ce sera plus catégorique. Après le bourrage de crânes pour l'acceptation des sacrifices, ce sera la contrainte, la force.

Rien n'est changé. La classe ouvrière est toujours aussi activement manœuvrée, trompée. Continuellement, elle doit faire les frais de toutes les entreprises capitalistes, et les gouvernements de Front populaire ou de réaction, sont au même titre les chiens de garde des cafres-forts.

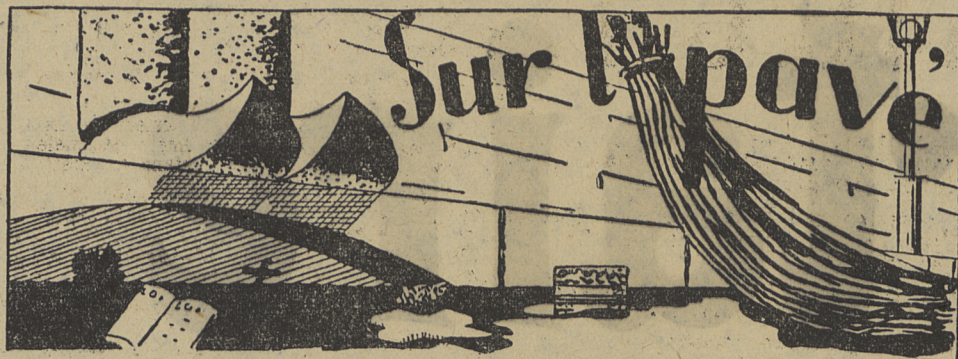
En un mot comme en cent, la consigne est de faire « rendre gorge » coûte que coûte aux travailleurs, de les décourager en minimisant la plus possible les conquêtes de juin 1936, et enfin, mater par tous les moyens l'effervescence croissante et le dynamisme des ouvriers.

C'est, à la manière bourgeoise, une façon comme une autre de... parler au peuple.

Ce peuple aurait pourtant une magistrale réponse à vous faire, messieurs les capitalistes, ainsi qu'à tous vos valets du gouvernement, de la presse des partis et autres dirigeants prétendus syndicalistes : après vous avoir taillé une vigoureuse basane, vous bouclez, vous renversez et prenez en mains une fois pour toutes sa propre destinée.

Il a toutes les capacités pour cela, il ne lui manque qu'une seule chose, la volonté.

R. MARTIN.



PROPOS D'UN PARIA

Une victoire !

Les féministes sont en pleine euphorie. Pensez donc, nos législateurs viennent de supprimer, de la loi sur le mariage, le fameux article 213, celui qui disait que la femme devait obéissance à son mari.

Certes, il y a belle lurette que cette disposition de la loi ne figurait qu'à titre d'indication.

Mais enfin, les officiers de l'état civil n'auront plus, en consacrant l'union officielle de deux êtres, à prononcer une phrase ridicule. C'est toujours ça de gagné.

Bien que ça ne change pas grand-chose, l'homme restant « chef de la famille » et possesseur de « privilèges » dont, parfois, il se passera fort bien.

Tout ce qui fait profession d'humoriste, — chansonniers, revuistes, dessinateurs — a accueilli cette aubaine avec autant de satisfaction que ses bénéficiaires.

Car il existe, dans le domaine de l'actualité, trop de sujets angoissants, et sur lesquels l'ironie n'a pas de prise.

Comme bien l'on pense, cette première victoire remportée par les champions des droits de la femme ne peut que les encourager à persévérer dans leur lutte pour l'émancipation totale du sexe aimable.

Avant acquis des droits sociaux, il restera à conquérir les droits politiques qui feront de nos compagnes nos parfaites égales.

La France ne peut, en somme, que suivre l'exemple d'autres pays, où les femmes prennent part aux scrutins politiques, sont même éligibles et où, ma foi, les affaires publiques ne sont pas plus mal conduites que dans notre démocratie.

Mais, citoyenne, élue, députée, voire ministre et, pourquoi pas, militaire, la femme, égale cent pour cent à l'homme, n'aura pourtant gagné dans tout cela que bien peu de chose.

Elle n'a qu'à considérer ce que tous ces « avantages » ont rapporté à l'homme depuis le début respectable nombre d'années dont il en jouit.

Certaines pensent qu'avec elles, ça ira mieux.

La voilà bien, la grande illusion !

Certes, nul n'est plus que nous partisan de

l'égalité des sexes, mais nous parlons d'un autre point de vue et pour un autre programme.

Enfin, s'il est vrai que plus on est à faire des bêtises, plus on s'amuse, nous sommes certains, lorsque la femme votera, de ne pas nous embêter.

Larue-Michel.

HISTORIEN !

Dans un article de Paris-Midi, M. Simon Arbellot écrivant incidemment sur le film La Marseillaise, nous parle des «...travaux de Michelet, d'Albert Mathiez et de Lenôtre...»

Michelet, Mathiez et Lenôtre ! Pourquoi pas Gaxotte !

Deux historiens, cher monsieur, et un conteur d'historiettes révolutionnaires pour faire peur au boulevard Saint-Germain et pleurer les enfants de Marie.

Il y a fagot et fagot !

Voici d'ailleurs l'opinion d'Albert Mathiez : A la fin d'une critique du Neuf Thermidor, de Louis Barthou, Mathiez écrit : « Et ceci (le livre de Barthou) m'a reposé de la lecture du triste pamphlet du tout petit historien du Temps ».

Et le « petit-historien » du Temps était Lenôtre, à cette époque. Il est mort.

ESPRIT DE FAMILLE

UN PEU DE PUDEUR !

Ce pauvre Marcel Lucain (Paris-Midi) s'excite contre les « terribles » conséquences des agissements du Front populaire (40 heures), « le désarroi des fabrications » (nationalisation mixte d'usines d'aviation, troubles sociaux dans les arsenaux, etc.), contre le « pouvoir des masses » ; il parle du « père de la motorisation » ; il dit que notre ministère de l'air « a absorbé trois fois plus d'argent que le ministère italien » ; que le général Maurin pousse un cri : « Notre sécurité dans l'insécurité générale », etc., etc., et ce pendant 200 lignes. Et savez-vous pourquoi un de nos bons camarades, qui n'est pas tellement bête, a eu le courage de lire jusqu'au bout ces boniments ? Notre petit camarade est un vieux... il croyait trouver dans l'article quelques joyeuses gaudrioles, voire quelques « tuyaux », parfois nécessaires, hélas ! L'article de Lucain avait pour titre : « De quelques façons de réagir et de redresser... »

LE PAPE A PARLÉ...

Oh ! pas celui qu'abrite le Vatican. Non, l'autre ! Celui qui protège les bulbes dorées du Kremlin et ses épaisses murailles, « sans compter la légion innombrable des flics de la Guépéou ».

Un jeune Komsomol de service, un nommé Ivanov, a été très « mortifié » d'avoir été traité de trotskyste par ses supérieurs hiérarchiques parce qu'il avait soutenu, s'appuyant sur un texte de Staline de 1926, que « la victoire du socialisme ne peut être possible qu'à l'échelle mondiale ». Là-dessus, le jeune Ivanov, menacé de perdre ses galons de propagandiste, s'en est allé pleurnicher auprès de Joseph 1^{er} :

— Grand Staline, éclairez-moi, pauvre pêcheur.

A GRAND SPECTACLE...

Alors, le dieu a parlé. Dans sa toute-puissante bonté, il a conforté le jeune catéchumène et a dissipé le doute :

— Relève-toi, ô Lazare, ne crains rien. Tu as raison contre tes adversaires et que ma poudre les écrase !

Là-dessus, le dieu s'est expliqué : Il est toujours pour la révolution mondiale ou plutôt, ce qui est un peu différent, pour « l'aide politique à la classe ouvrière des pays bourgeois ».

En termes clairs, cela signifie simplement que celle-ci doit encore se soumettre davantage à ses ukases, et renforcer son appui à l'U.R.S.S. menacée militairement.

Toute cette comédie montée à grand spectacle n'a pas d'autre but.

VERS UNE SION MUSSOLINIANNE ?

Il y a eu ces temps derniers une offensive assez marquée d'antisémitisme en Italie, pays qui n'avait guère connu très intensément ce phénomène.

Et cependant, un des principaux organes officiels de l'Italie, l'Informazione diplomatica, a, ces jours derniers, laissé entendre que la création d'un Etat juif en Afrique orientale serait souhaitable. Le correspondant du Temps affirme que Mussolini penserait à drainer une partie des juifs éparpillés dans le monde sur un coin de l'Ethiopie, ou sur leur donnerait l'autonomie politique. On ne peut savoir ce qu'il y a de sérieux dans ces supputations. Un fait certain, c'est qu'une sourdine a été mise au ton antisémite de certains journaux fascistes. Nous avons même lu dans le dernier numéro d'un journal fasciste paraissant à Paris, la Tribuna d'Italia, un très curieux article où les sépharims — juifs méditerranéens — étaient exaltés pour leur « noblesse », etc.

Mussolini faisant risette aux juifs ? Le fric manque-t-il à ce point dans les coffres du trésor italien ?

NON ORTHODOXE

On nous informe que le frère de Maurice Thorez, employé de mairie dans une commune de la banlieue Sud, est sur la sellette pour exclusion du « parti des masses ».

Motif : avoir critiqué le livre de son frère : *Fils du Peuple* et avoir affirmé que le P. C. était tombé plus bas que la social-démocratie ! C'est un connaisseur !

On attend un démenti.

Monsieur Dubalal

Le renard sorti du puits

Il nous ont, eux jusqu'au trognon. Nos cent pour cent Front populaire. C'est, dit-on, faute de pognon. Que flanche un bon parlementaire. Le pauvre bouc — c'est du tout cuit — Fera toujours la courte échelle Au renard sorti du puits. Ça ne coûte qu'une ritournelle !

II

A peine le derrière assis. Au fond d'un fauteuil confortable Aux ouvriers tout ébaubis. Aux fonctionnaires misérables Ils dirent : « Soyez calmes, prudents, Sachez terminer une grève, On ne peut tout en même temps, Pour un instant faites la trêve, »

III

« C'est un ministère d'amis » Disaient au syndicat leurs potes Et aux fonctionnaires agités. Ne forcez pas trop votre note. Alors Bonnet comme un écho Jetait : mais je n'ai plus de drap. Vous allez couler mon bateau. Si vous réclamez tant de pése

IV

Les Cagoulards, on les matait. En moins de deux sur le programme Mais sur eux les bourgeois persistaient. A s'armer, prêts pour quelque drame. Nous autres, on se contentait. Dans des processions mémorables, Poings tendus, on manifestait. Derrière des drapeaux innombrables.

V

La vie de jour en jour montait : Taudis, transports et coterie. On avait beau compter, r'compter. On était maigre comme ablette. Quarante heures c'est du velours. Mais hélas bien sûr, de moyenne. On ne fit plus fort que de se tourter. L'un dans l'autre, chaque semaine.

VI

Tout à coup nos braves élus. Que frappait aussi la vie chère. Crièrent qu'ils n'arrivaient plus. A payer leurs propriétaires. Le temps de danser un tango Et vingt-cinq sacs supplémentaires. Leur furent votés tout de go. Sous les bravos des prolétaires.

ELIE COLLANGE.

LASHORTES

QU'EST-CE QUE LE PROLETARIAT ?

I. Le Proletariat dans l'Histoire.
II. Le Proletariat contemporain.
III. L'Avenir du Proletariat.

Prix 0 fr. 50 franc 0 fr. 75

L'ordre règne dans les troupeaux

Il n'y a pas besoin d'être accrédité au ministère de l'Intérieur pour connaître, par les rapports qui lui sont fournis, l'état d'âme de la multitude ; j'écris « état d'âme » pour ne point dire « état d'esprit » ; mettons température, c'est plus exact.

Elle fut, du point de vue de l'ordre social, excellente : 37 degrés ; pas de fièvre, pas même une petite poussée d'agitation en cette fin de dimanche où chacun, son journal à la main, comptait gravement le discours de Hitler et les suites de la démission de M. Anthony Eden. Et partout, dans le métro, au café, dans la rue, à la sortie des cinémas, les petits enfants et leurs mamans écoutaient attentivement les paroles des papas qui expliquaient les raisons pouvant amener la guerre. Et c'était, ici et là, de multiples considérations sur les gestes des deux vedettes à l'ordre de l'actualité et sur leurs multiples billes plus secrets ; on entendait des phrases définitives sur « les conversations bilatérales après le voyage d'Halifax », « la politique fondée sur les principes de l'ingérence », etc... Certains, avec des gestes précis, évoquaient l'axe Rome-Berlin, d'autres, plus cocardiers, insistaient sur la nécessité de maintenir le prestige de la France, quelques-uns y mêlaient « le contrôle des changes », tandis que M. Abel Hermant, de l'Académie française, patriote assermenté à l'arrière, répétait la conférence qu'il devait faire le lendemain à l'Université des Annales et qui conduisait à la nécessité de maintenir l'étiquette dans toute société, quoi qu'en pensent les primaires (sic).

Bref, les informateurs, chargés de transmettre leurs rapports à qui de droit sur la santé psychologique du pays, pouvaient affirmer à leurs chefs un excellent moral et la parfaite soumission des troupeaux qui accepteraient sans ruades les décisions tombées d'en haut.

En effet, loin de s'occuper de la mise au point de sa propre sécurité, de celle de ses enfants ou des êtres chers, chacun se résignait à ce qui serait décidé, au sujet de sa personne et des siens par les volontés supêmes. Et les mamans et les gosses approuvaient d'un hochement de tête la résignation des papas qui, en parfaits citoyens, ayant accepté les possibilités de la guerre, d'après le jeu complexe des politiques, vérifiaient consciencieusement leurs feuillets de mobilisation : « Deuxième jour, rejoindre Metz ».

Aussi est-ce encore trop flatteur pour la masse de la comparer aux troupeaux dont les échines frémissent en passant devant les équilibristes. Car les bouefs et les moutons, dans leurs pauvres cervaux, ne remuent pas les causes qui les conduisent aux abattoirs ; ils ne comprennent pas, comme le font les hommes, les intérêts respectifs du boucher, du mandataire ou du chevilleur ; mais le seul fait de renifler le sang caillé des victimes récentes suffit pour déclencher dans leurs regards langoureux un réflexe presque inconscient chez les hommes, dont la plupart se contentent de s'expliquer prétextuellement les uns aux autres les raisons pour lesquelles on les mène aux charniers.

Or, on ne saurait s'étonner de ces caquetages dans les poulaillers républicains, aussi bien que dans les autres, quand on considère l'orientation qui est donnée à tout individu, soustrait par l'Enseignement primaire et secondaire à tout ce qui constitue ses véritables intérêts, détourné du sens critique et préparé à se passionner pour les discussions personnelles de ses bergers. La théologie, ce fatras de connaissances inutiles qui émerveille pendant tant de siècles les peuples avachis par l'Eglise, a été remplacée par la politique. Et l'Histoire, qui devrait être pour tous un enseignement des réalités, des déboires que les exploités ont subis, des dupes qu'ils se sont fait, l'Histoire n'aboutit qu'à contraindre qu'à justifier les exactions, les turpitudes, les crimes et les félonies de ceux auxquels ils ont confié ou abandonné leurs intérêts.

C'est ainsi que toutes les Histoires de France conformes les mols encéphales des enfants et s'évertuent à leur faire considérer les causes mensongères des guerres bien plus que de les mettre en face d'un simple fait brutal, souvent lumineux et toujours fécond en réflexions. Il faut faire cependant une réserve pour la Nouvelle Histoire de France publiée par les Editions de l'Ecole Emancipée. On y lit d'excellentes vérités, subtilement glissées dans une œuvre qui ne peut, malgré ses humanités intentions, être totalement affranchie des nécessités de la diffusion. Mais tout de même, j'y ai lu entre autres choses que Bonaparte ayant acquis une nouvelle gloire par ses victoires d'Egypte abandonna son armée et rentra en France. Et plus loin (page 235) dans un passage emprunté à Tolstoï sur les horreurs de la Bérésina cette phrase suggestive : Quant au chef suprême, il endossa une fourrure, se mit en traineau et partit, laissant derrière lui ses compagnons d'infortune.

Ca c'est de l'Histoire éducative pour la jeunesse — tout le reste est foutaise.

Car sans nier le bon sens populaire qui a forgé ces mots si pleins de sel, *bobards*, *bourrage de crânes*, etc., il faut reconnaître qu'il se manifeste presque toujours trop tard, après les coups durs, et quand la muscade a changé de gobelet. Ce bon sens populaire, cet esprit critique qu'on n'acquiert, à défaut de l'Enseignement officiel, que par de cuisantes expériences, nous le verrons sans doute s'épanouir après la prochaine. Peut-être qu'au cours des massacres, des yeux s'ouvriront ; peut-être des vérités s'échapperont-elles des bouches supplantes en même temps que les entrailles des ventres ouverts.

Peut-être même, si nous comptons parmi les rescapés, entendrons-nous des agonisants nous rendre justice pour avoir crié ce que nous ne cessons de crier depuis vingt ans et nous dire que nous avions raison !

Hélas ! Nous ne pourrions leur répondre que par la formule égoïste et consacrée : Trop tard ! Mille regrets !

AURELE PATRONI.

Toute-puissance de M. Vautour

Dans les articles précédents, nous avons donné des chiffres suggestifs, dont aucun parlementaire n'a fait mention, au cours des discussions, très courtes, des lois sur les loyers. Certaines n'ont même pas été discutées.

Ce qui prouve que les parlementaires parlent beaucoup, écrivent de même, mais sans connaître, ni étudier les questions.

Nous allons en donner un exemple récent. Dans l'*Huma* du 18 janvier, M. Pierre Semard, car c'est lui un camarade, c'est un Monsieur, comme il le dit lui-même au Préfet de la Seine, signale à ce dernier que les grattes-ciels de Drancy sont trop chers ; il en critique le prix, en se basant sur un barème, dit-il, de 1.250 fr. la pièce.

Barème de quoi ? de la construction ? du prix de revient ? Il ne le dit pas, et il se base là-dessus, pour dire que le prix de 2.947 fr. doit être ramené à 2.850 fr.

Ce Monsieur constate que la construction a coûté 30 millions, et que ce bloc, comprend environ 1.000 logements. Cela va nous permettre d'en fixer le prix, par la capitalisation légale.

En effet, voyez les bases immuables depuis des siècles, comme il est dit précédemment dans nos articles et fixées par les bourgeois eux-mêmes, le capital investi à Drancy est reconnu de 30 millions. Donc le revenu doit être de 1.500.000 fr. plus les 10 0/0 de charges, soit 150.000 fr., formant un total de revenus annuels de 1.650.000 fr., et comme il y a environ 1.000 logements, la moyenne de la location des dix logements doit être de 1.700 fr. environ, mais en tenant compte que cette moyenne est établie sur 14 étages à surface égale.

Soit, à louer les 3 premiers étages à 1.900 fr. le logement.

Soit, à louer les 3 étages suivants à 1.800 fr. le logement.

Soit, à louer les 3 étages suivants à 1.700 fr. le logement.

Soit, à louer les 3 étages suivants à 1.600 fr. le logement.

Soit, à louer les 2 derniers étages à 1.500 fr. le logement.

Soit 8.500 fr. pour 5 catégories, moyenne 1.700 fr., et pour le total, 1.000 logements, = 1.700.000 fr. de revenus bruts. Sous réserve que les H.B.M. ne doivent pas faire de bénéfices, attendu que ce sont les fonds de la collectivité qui sont employés.

Quant à l'eau, le gaz, l'électricité, c'est à part, et le chauffage doit être à forfait ou par justification de factures d'achats pour répartition, soit sur l'année, soit sur les 6 mois d'hiver.

Ce revenu brut de 1.700.000 fr., assure un rendement au capital investi, il laisse même une marge pour les frais divers.

Les citations d'ici-dessus, concernant les logements, sont du plus pur capitalisme, puisqu'il s'agit de faire rendre à de l'argent, représenté par des logements, des boutiques, des locaux, des caves, plus ou moins bien compris, enjolivés, un revenu fixe qui, pendant des années, ne peut varier et n'avoir que de petites différences de 50 centimes, 1 franc ou tout au plus 1 fr. 50 %, avec les rentes de l'Etat.

Les revenus, gagnés par des maisons, sont plus sûrs que les rentes de l'Etat, ils ne craignent pas les conversions ou réductions d'intérêts, ils échappent à la spéculation boursière, le capital est toujours garanti, par les pierres, les briques et le terrain et cela pendant des centaines d'années.

Pendant la guerre, la régularité du paiement de quelques loyers, fut forcément un peu bousculée mais avant la fin de 1914, M. Vautour, le capitaliste, a aussitôt pris des licences avec les usages, les habitudes, il est devenu marchand des logements, s'affranchissant, tout seul, de sa propre volonté, des lois de la capitalisation.

Quand les lois gênent la bourgeoisie, elle les tourne et trouve un appui près des sénateurs comme dans la Rome antique.

C'est ainsi que dès le début de la guerre, les propriétaires, ne connaissant que leurs privilèges se livrèrent à des exécutions, et les scandales et les abus furent si nombreux, qu'ils furent vite abolis, les lois, il y eut 10 décrets moratoires de septembre 1914 à fin décembre 1917, pour proroger l'occupation des logements des parents de poilus.

Il n'est venu à l'idée d'aucun parlementaire, de réquisitionner les logements des soldats, et si on avait laissé faire les proprios, tous les défenseurs de la propriété auraient été expulsés, malgré qu'ils aient des droits sur nous, comme disait Clemenceau.

Aussi la Chambre des députés, fut-elle saisie de 20 propositions de loi, émanant de l'initiative parlementaire, c'est-à-dire y compris le Sénat et qu'on disait en faveur des mobilisés.

En réalité, on voulait donner force de loi, à l'augmentation des loyers, contre ceux qui n'étaient pas mobilisés et pour les locaux vacants.

Comme beaucoup de sénateurs sont propriétaires, les exactions des proprios, au lieu de rappeler aux sénateurs et aux députés propriétaires, qu'ils devaient défendre leurs électeurs, tournèrent toute leur attention en faveur de leurs intérêts personnels.

C'est là qu'apparaissent les lois dues à l'initiative parlementaire, qui sous prétexte de limiter les majorations s'empressent ainsi de les reconnaître en leur donnant force de loi.

Il n'y a pas dans l'arsenal des lois, une seule loi qui soit plus fouillée, plus signifiée, plus prévoyante, que les 47 lois en faveur des propriétaires.

En ayant l'air de défendre les soldats seulement, par des moratoires, les Gouvernements bourgeois, pour ne pas nuire au capitalisme foncier, ne faisaient rien pour souligner la crise du logement qui sévissait et qui laissait les propriétaires spéculer sur la nécessité de se loger, qu'éprouvaient tous les locataires mobilisés ou non.

Dépendant pour informer le lecteur et lui démontrer comment il est trompé, trahi, nous lui rappellerons que le sinistre Laval, a pu réduire les loyers, de 10 %, en 1935, et que les propriétaires n'ont pas bronché.

Non, comme le dit Le Libéraire, c'est la grande trahison du gouvernement de Front populaire, qui va restituer aux propriétaires, les 10 0/0, que leur avait pris Laval.

Ce gouvernement fait mieux, il donne aux propriétaires la liberté d'augmenter encore les loyers.

Ce Gouvernement ignore la Capitalisation et il favorise tous les propriétaires qui, depuis 1914, par leurs manœuvres politiques, ont pris dans les poches des locataires, rien que pour Paris, une vingtaine de milliards, au minimum, et dans toute la France, peut-être une centaine de milliards.

LE TERRIEN.

Voir Libéraire des 6-13-20 janvier.

La réponse de la C.N.T. à l'U.G.T.

Nous avons publié la semaine passée le résumé des propositions faites par l'U. G. T. à la C. N. T. en réponse à l'élaboration d'un programme d'action commune proposée par celle dernière. Comme nous l'avons fait remarquer les propositions de l'U. G. T. étaient profondément empreintes d'un esprit étatique, soumettant les conquêtes révolutionnaires au contrôle quasi exclusif des organismes gouvernementaux.

Depuis, la C. N. T. dans un long document a fait connaître sa position propre. Elle diffère fondamentalement de celle de l'U. G. T. Celle-ci attribue aux syndicats un rôle secondaire et mineur. Celle de la C. N. T. au contraire situe les organisations syndicales au premier plan de la responsabilité et de l'action pour le triple problème de la

conduite des opérations militaires, de la production et de la reconstruction économique.

Des clauses de style reconnaissent la nécessité de la collaboration des organisations syndicales avec l'Etat. N'oublions pas, en effet, que la C. N. T. n'est pas, loin de là, toute l'Espagne républicaine et que des concessions sont inévitables. Mais la lecture attentive de ce document fait apparaître que le principe de la primauté des organisations syndicales sur les autres forces politiques domine par la revendication systématique de la représentation proportionnelle dans les différents secteurs. Si l'on tient compte qu'à elles seules, les deux centrales syndicales sont plus fortes que les autres secteurs réunis, on admettra que l'adoption

des conclusions présentées par la C. N. T. assurent une prédominance de fait aux organisations prolétaires.

C'est justement cette raison qui peut nous faire douter que les dirigeants de l'U. G. T. l'acceptent d'emblée.

Des négociations sont entreprises entre les dirigeants des deux centrales. Si l'U. G. T. comprenait que numériquement le plus fort le bloc ouvrier doit avoir la prédominance dans la direction de la lutte antifasciste et révolutionnaire, les négociations seraient faciles. Mais les influences politiques et étrangères qui pèsent sur la direction de l'U. G. T. nous font appréhender bien des difficultés avant d'atteindre ce résultat. — L. A.

LES NATIONALISATIONS

1° Les industries spécifiquement productrices de matériel de guerre doivent être rapidement nationalisées. Le Conseil national des industries de guerre en prendra la responsabilité technique et administrative dans les conditions prévues dans un autre paragraphe, tendant toujours à instaurer une industrie nationale qui immunise le pays de toute pression étrangère.

2° Doivent être nationalisés le plus rapidement possible : les mines, les chemins de fer, l'industrie lourde, la banque, les téléphones, les télégraphes et la navigation.

3° Pendant la période transitoire de la nationalisation de la banque, l'Etat doit garantir l'impartialité de la concession de crédits aux collectivités harmonisant cet engagement officiel avec l'existence circonstancielle de la Banque Syndicale Iérique que la C. N. T. et l'U. G. T. organisent à cette fin.

Pour la mise en marche de ce plan de nationalisation industrielle, ainsi que pour la vérification du plan économique général, la C. N. T. et l'U. G. T. se prononcent pour la formation d'un Conseil National de l'Economie dans l'Etat et composé par des représentants de celui-ci et des organisations syndicales.

Le Conseil National de l'Economie préparera le plan économique au moyen des conseils nationaux d'industries organisées de même façon que le Conseil National d'Economie; il dirigera la production, la distribution, le crédit, les formes de rétribution, le commerce dans sa totalité, utilisant tous les services qu'il sera nécessaire d'installer pour le bon fonctionnement de ses travaux.

Les deux organisations syndicales auront le soin de faire une œuvre de rajustement des salaires, tendant à obtenir que dans un délai déterminé, les travailleurs jouissent d'une rétribution leur permettant d'obtenir un minimum indispensable qui couvre leurs nécessités et les mette en situation physique de répondre à leur rôle, systématiquement, on leur demande.

A cet effet, l'existence d'une commission mixte nationale de salaires et contrôle ouvrier est nécessaire; elle dépendra du Conseil National de l'Economie; elle réglera la rétribution professionnelle dans chaque industrie et localité suivant les statistiques et entreprendra l'étude de formules de compensation familiale au moyen d'un organisme fédéral.

Le Conseil National de l'Economie établit un service d'inspection du travail dans toutes les manifestations productrices de l'Etat sollicitant des deux organisations syndicales le personnel pour cette fonction, ainsi que les éléments techniques qui réclameront la planification et tous les services de l'Etat, insuffisant aux fonctionnaires et techniciens le même travail de sacrifice qui existe parmi les travailleurs manuels.

Aux techniciens aussi bien des collectivités que de l'Etat, l'on facilitera tous les éléments d'étude et de mouvement qui contribuent à donner un plus grand rendement en qualité et quantité à leurs opérations scientifiques. Les deux organisations dans les collectivités institueront aussi l'inspection du travail et des normes générales afin d'obtenir une surproduction immédiate.

Le Conseil National de l'Economie et les organisations ouvrières formeront des écoles de préparation professionnelle et technique en quantité notable et avec la subvention de l'Etat. Le Gouvernement respectera et favorisera les décisions du Conseil National de l'Economie comme organisme vivant, lien entre l'action populaire et l'Etat, puisqu'il sera constitué par des personnalités morales et capables.

L'AGRICULTURE

La C. N. T. et l'U. G. T. déclarent que le sol et le sous-sol sont la propriété de la nation, convenant par conséquent pour sa politique agricole :

1° La terre sera remise en usufruct aux syndicates de la C. N. T. et de l'U. G. T., le gouvernement favorisant de préférence les collectivités des deux organisations au moyen d'auxiliaires techniques des centres de capacité expérimentale pour la culture et d'autres d'expansion commerciale.

2° L'on ne reconnaît seulement l'existence d'un droit individuel qu'à celui qui travaille pour son propre compte, sans que aucun prétexte l'on puisse admettre qu'il est un salarié.

Le Conseil National de l'Economie abordera l'industrialisation progressive de l'agriculture, rationalisant les cultures et ayant comme base financière, la disposition de la Banque du Crédit Agricole Interim, en attendant que la banque soit nationalisée.

Il reste entendu que, dans tous les organismes de création dont l'origine doit avoir la structure agricole, les deux centrales syndicales seront représentées avec l'Etat.

LES COLLECTIVISATIONS

La C. N. T. et l'U. G. T. ratifient l'existence des collectivisations et tendant à étendre le système, démontrant pratiquement que c'est la forme d'organisation du travail qui exprime le mieux le tempérament et les aspirations d'émancipation économique du prolétariat espagnol, se montrent partisans :

1° Dans les industries, dans les campagnes dans le commerce, dans tout l'ensemble économique qui n'a pas été l'objet de nationalisation, les deux organisations défendent le principe des collectivités et feront une politique ferme pour qu'elles reçoivent une reconnaissance légale et juridique.

2° L'on reconnaît aux collectivités le droit de s'organiser entre elles, créant une économie propre, ajustée aux prescriptions officielles pour les effets tributaires :

3° Les coopératives de consommation, forme imparfaite de la collectivisation, seront étendues et protégées par la C. N. T. et l'U. G. T. pour faire face à la spéculation échelle et vaincre peu à peu l'esprit de la bourgeoisie, quant au petit commerce. On laissera la liberté aux deux organisations afin qu'elles organisent et favorisent les coopératives, la révision des lois en vigueur étant nécessaire sur la coopération.

LA MUNICIPALISATION

La C. N. T. et l'U. G. T. décident quant à la municipalisation :

1° L'on municipalisera les loyers en général, en exceptant les édifices déclarés propriété nationale et ceux de petite rente :

2° Les services publics ordinaires de réforme urbaine et ceux pour lesquels, sans porter atteinte aux intérêts divers, les municipalités auront démontrés les capacités d'organisation pour le bien commun;

3° Les services de santé et d'assistance sociale, les attributions de la municipalisation seront compatibles avec la législation de l'Etat.

LE COMMERCE

Les deux organisations concordent dans la nécessité d'organiser le monopole du commerce extérieur, aussi bien dans l'exportation que dans l'importation, en ce qui concerne les matières premières et les principaux articles, producteurs

de devises. Les conditions dans lesquelles l'on procédera à l'organisation du commerce seront :

1° Création des centrales commerciales de la part du Conseil National de l'Economie qui spécialiseront le commerce de l'Etat ;

2° Les travailleurs seront dûment représentés dans ces centrales ;

3° Le produit du commerce extérieur se distribuera sans gaspillage en monnaie nationale aux producteurs, les devises restant à l'Etat ;

4° Il sera procédé à une révision des droits de douane, les diminuant considérablement sur les produits alimentaires d'importation et pour le commerce placé sous le patronage des collectivités.

L'ACTION SOCIALE

La C. N. T. et l'U. G. T. estiment que l'on doit aller à une révision de la législation du pays qui soit une reconnaissance des progrès de la révolution, annulant tout le fatras de la vieille législation qui porte en elle le retour des classes oppressives ;

1° Législation sur le contrôle ouvrier dans les exploitations qui ne sont pas directement sous le contrôle des travailleurs ;

2° Législation sur l'assurance des accidents et prévoyance sociale qui permette aux travailleurs de ne souffrir aucune privation, ni souffrances, pour cause d'accident, maladie ou vieillesse en favorisant les créations propres des deux organisations syndicales dans ce but particulier ;

3° L'enseignement étant un facteur fondamental dans la rééducation du peuple espagnol, un Conseil National Mixte dépendant de l'Etat sera créé avec des représentations compétentes des deux syndicates, tendant aux méthodes et procédés éducatifs les plus rationnels et au niveau du progrès scientifique et moral que la révolution promet ;

4° Législation spéciale sur les entreprises étrangères établies en Espagne, permettant de mettre fin à leur activité et de résilier les contrats, en tenant compte des réclamations qui seraient démontrées justes ;

5° Liquidation de toute la législation civile, pénale, commerciale, etc., et ouverture d'une nouvelle période constituant une synthèse synthétisant les aspirations populaires dans une république socialiste, qui soit démocratique et fédérale.

La C. N. T. et l'U. G. T. sont disposées à réaliser une politique d'aide dans tous les sens, politique militaire, commerciale, dans le travail, encourageant tous les procédés et méthodes qui s'avèrent aptes pour gagner la guerre rapidement.

Tous les organismes syndicaux, d'Etat ou mixtes qui seraient créés pour les fins qui ont été mentionnées, seront constitués avec l'intervention de la C. N. T. et de l'U. G. T. en se réglant sur la proportion des forces que chaque organisation possède, suivant l'organisme et le lieu où ils doivent intervenir.

Les deux organisations déclarent que c'est le prolétariat qui a mis le fascisme en échec, que c'est lui qui soutient la lutte avec le plus grand sacrifice et la plus large contribution d'efforts, qu'il a évité et évite la désagrégation morale, politique et économique du pays et que c'est lui qui le reconstruit dépassant les vieilles formes, le droit revient aux deux organisations qui sont son expression d'intervention dans la gestion administrative du pays pour elles-mêmes ou par ceux qu'elles représentent.

La C. N. T. et l'U. G. T. ont le ferme désir que soient mis en immediate application toutes les clauses et tout le contenu textuel de ce document se prononçant pour la constitution immédiate d'un Front populaire antifasciste et la réorganisation du gouvernement, obéissant toutes deux en raison de la proportion numérique que chaque organisation ou parti possède.

Ici tout le paragraphe final était censuré dans les journaux confédéraux. Nous sommes cependant en mesure de le donner en extenso. On en comprendra l'importance quand on saura qu'il a trait aux prisonniers antifascistes dont il réclame la libération immédiate et aux actes de la Guépéou occulte appelés « actions punitives » exercés officieusement et d'une manière incontrôlée.

Comme revendication immédiate les deux organisations réclament la libre expression de la pensée, parlée et écrite, dans la mesure où elle ne porte pas préjudice au cours de la guerre. Elles réclament également la libération de tous les prisonniers antifascistes, estimant que s'il y a eu excès de passion ou de justice directe dans la révolution, il n'y a pas de délit intentionnel. Les deux organisations ouvrières condamnent les « pouvoirs » (1) inadéquats provoqués par le cumul de fonctions, et les actions punitives exercées officieusement et d'une manière incontrôlée, par ceux qui manquent d'autorisation légale pour cela.

(1) Emergencias.

Le Congrès des Jeunesses Libertaires

Quatre cents délégations représentant trois cent mille jeunes libertaires viennent de tenir leur congrès à Valence au milieu d'un très grand enthousiasme.

La présidence est occupée par Rueda, Fidel Miro, du Comité National ; Gallego, de la A. J. A. ; Acacio Bartolomé, du Comité National de la C. N. T. ; le commissaire Marti Ibañez et le sous-commissaire Inestal.

Après les discours d'ouverture des différents camarades du bureau souhaitant la bienvenue aux délégués venus de toute l'Espagne, de nombreuses lettres d'adhésions furent lues.

Entrant dans le vif du sujet, au cours de la seconde séance, l'on discute si les régionales du pays basque et des Asturies peuvent parler avec un caractère informatif ou de délibération ; l'on opta pour la forme informative étant donnée la situation de ces régions ; chaque délégation donna ensuite un compte rendu de leurs différents comités régionaux et de leur situation propre.

Le 11 les délibérations reprirent sur le point : rectification ou ratification des accords et sur les nouvelles adhésions.

L'on discute ensuite sur l'attitude à suivre dans les moments présents ; toutes les délégations et particulièrement celles des combattants intervinrent dans la discussion et l'on maintient l'attitude actuelle dans la guerre.

Mais quant à intervenir dans les organismes officiels, la délégation de Barcelone explique que sa négative à collaborer se fonde dans ce que les Jeunesses libertaires y perdrait tout leur dynamisme révolutionnaire et rebelle. Elle cite à l'appui l'exemple de l'Italie et de l'Allemagne.

Sur les statuts, le point suivant est voté : Pour occuper la place de secrétaire du Comité Péninsulaire des J. L. L., il est nécessaire d'être militant actif et d'appartenir à notre organisation depuis un an avant le 19 juillet 1936, ou tout au moins avoir trois ans de vie militante ; d'autres dispositions dans ce sens sont votées pour les postes secondaires.

Dans la dernière séance, l'on renouvelle le bureau des J. L. L., nommant comme secrétaire Lorenzo Inigo.

En résumé, les Jeunesses libertaires constituent une force révolutionnaire. Elle a son indépendance propre et un champ ouvert à toutes les activités. Elle réalisera quelques épurations nécessaires mais sans esprit de persécution vis-à-vis des affiliés.

Elles se prononcent également afin que les femmes obtiennent les mêmes droits que l'homme dans les fabriques et les champs.

Ces quelques séances d'une jeunesse considérable en nombre et qui représente tout l'avenir de l'Espagne ont profondément impressionné le gouvernement.

Nos camarades se sont séparés dans une atmosphère du plus grand enthousiasme révolutionnaire.

VIENT DE PARAÎTRE

Dans la tourmente

Une année de lutte en Espagne. La C. N. T. F. A. I. : Leurs militants et les événements révolutionnaires.

Un fort volume de 330 pages, couverture illustrée : 12 fr.

(FRANÇO 12,80)

En vente au « Libertaire », 9, rue de Bondy, Paris-X^e.

Plan d'études révolutionnaires

Les citations que j'ai faites dans mes articles précédents prouvent qu'il y a vraiment dans nos idées un sens constructif, que notre but est l'instauration d'une société nouvelle et non pas la seule lutte contre le monde présent. Si nous pouvions faire le tour de l'anarchisme, nous y trouverions une bibliographie constructive d'une grande valeur. Depuis les conceptions générales de Proudhon — je laisse de côté les précurseurs — et les Statuts de l'Alliance, de Bakounine, en passant par La Conquête du Pain, par La Nueva Utopia, de Ricardo Mella, La Société future, de Grave, les conceptions de Gori, Mon Communisme, de Faure, Le Monde nouveau, de Besnard, sans compter beaucoup d'idées émises dans bien des essais, et les études récentes de Santillan, de Leval, de Lazarte pour l'Espagne et l'Amérique du Sud, il nous serait possible d'accumuler une liste d'ouvrages suffisante pour réfuter le seul aspect négatif qu'on a prêté à nos idées, et suggérer des solutions de principe sur les problèmes de réorganisation sociale au point de vue libertaire.

Chose bizarre : l'anarchisme auquel on reproche si souvent son absence de contenu constructif est peut-être plus riche, dans ce genre d'anticipations, que le marxisme lui-même. Max Nettlau constatait que c'était chez Bakounine une manie de rédiger des programmes de réalisation révolutionnaire. On chercherait en vain la même préoccupation chez Marx. Celui-ci, au contraire, se moquait de ce qu'il appelait « les recettes pour les marmites de la société future ». Le courant fédéraliste et anarchiste de la Première Internationale étudia profondément ces questions de l'avenir. Il suffit de voir le Mémoire de la Fédération jurassienne pour s'en rendre compte. Mais le courant autoritaire ne s'occupa que de basses besognes politiques.

A part son analyse constante du mécanisme capitaliste, ou dix tendances également « socialistes » scientifiques, s'affrontent en France, en Allemagne, en Russie, en Italie et ailleurs, le marxisme ne s'est occupé de la pratique de la vie sociale qu'après l'armement, quand il a dû légiférer. Mais cherchez les

programmes de société future que ces gens nous réclament, cherchez-les non seulement chez Marx, mais chez Engels, chez Kautsky, chez Liebknecht père et fils, chez Rosa Luxemburg, pourtant si intelligente, chez Guesde, chez Vandervelde, chez Costa, chez Turatti. A part quelques énonciations de principe — utilité du travail aux pièces, collectivisme, salaire d'Etat, Etat patron — vous ne trouverez rien (1).

Et combien étaient d'accord sur ces énonciations ? Les marxistes révolutionnaires ont d'abord été communistes, puis collectivistes pendant quarante ans, et ils sont à nouveau communistes quoique leur échelle de salaires soit le pire collectivisme qu'on puisse imaginer. Et quelle incohérence dans les programmes économiques de Lénine après 1917 ! Son fameux refrain « nous nous sommes trompés » revenait à tous les congrès du Parti.

Il n'y a qu'un point sur lequel les marxistes ont toujours eu ce qu'ils voulaient : la domination politique. Ils avaient des plans pour s'emparer de l'Etat. Ils le firent très bien en Russie. Mais ils sont encore aussi vierges qu'il y a un demi-siècle de conceptions organisatrices sur les différentes branches de l'activité économique et sociale. Connaissent-ils leur programme de socialisation des industries, de la production agricole, de la répartition ? Faites l'expérience de le leur demander, cela en vaut la peine.

Il est utile de rappeler ces faits. Il serait bon de s'y attarder davantage. Mais ne cherchons pas à justifier nos faiblesses en nous retranchant derrière celles d'autrui. Il nous faut accomplir notre tâche. Le reste ne compte pas ou compte très peu.

Sauf quelques exceptions, la bibliographie anarchiste que j'ai citée a un point faible : celui d'imaginer une société future, ou les solutions révolutionnaires. Je ne dirai pas que de tels essais ne sont pas utiles. Il en est

(1) Seul Bebel, dans son livre La Femme, s'étend inopinément sur cette question et laisse entrevoir des solutions presque libertaires.

qu'on consultera toujours avec fruit, et il faut savoir quels principes nous défendons ; principes tirés de l'histoire pour déterminer l'histoire. Il est bon de discuter sur l'application de ces principes, d'écrire des utopies. Cela a du moins le mérite de préparer la mentalité constructive des lecteurs.

Mais il faut le reconnaître : presque toutes ces œuvres sont insuffisantes. S'il est utile d'expliquer comment nous pouvons concevoir le fonctionnement de la société communiste libertaire, il est maintenant nécessaire de savoir quel chemin nous devons suivre pour y arriver, quelles difficultés nous aurons à vaincre, quels organismes nous devons créer.

Je laisse pour un autre jour l'étude du but des minorités dans l'histoire, et surtout dans une révolution. J'aborde directement le rôle de guides ou d'orientateurs que nous prenons des que nous montons à une tribune, que nous conseillons ou que nous critiquons dans un article.

Pour accomplir ce rôle, nous devons être prêts autrement que par une vision paradisiaque de la société future. Nous devons l'être mentalement par l'étude approfondie, souvent spécialisée, des questions que pose une révolution.

Il est des problèmes que nous pouvons prévoir. Tels ceux de la production, de la consommation, des services publics, des moyens de transport, des instruments de réalisations qui existent déjà, des rapports entre les diverses couches de la population, etc. Mais pour les prévoir, il faut les sonder par l'analyse directe, sérieuse, documentée.

Prenons la production de denrées alimentaires. Jusqu'à quel point la France se suffit-elle à elle-même en période révolutionnaire dans le cas probable d'un isolement prolongé ? Quels articles nous manqueraient, quels articles abonderaient, quelles adaptations (augmentation d'un côté, réduction de l'autre) faudrait-il opérer dans le travail ? Cela pour les céréales, les légumes, les fruits, la viande et les industries alimentaires de conserve et de transformation.

Passons à l'industrie en général. Quelles sont les matières premières venant de l'étranger (métaux, combustibles, laine, coton, jute, bois, produits chimiques, etc.) qui pourraient aussi nous manquer ? Que ferions-nous de la main-d'œuvre paralysée pour cette raison ? Pourrions-nous remplacer certaines de ces matières premières ? Y a-t-il des réserves qui ne soient pas exploitées ?

Connaissions-nous l'importance de chacune des industries, de chaque branche de l'agriculture dans le concert de l'économie générale ? Savons-nous quels sont les rapports exacts entre les différentes régions économiques ?

Et puisque j'ai parlé de la population, voyez les problèmes extraordinairement compliqués du déplacement des couches parasitaires — petits commerçants, moyenne bourgeoisie, rentiers, professionnels inutiles — vers les fonctions utiles. Voyez ce qu'implique l'adaptation des ouvriers de certains métiers nouveaux. Voyez ce que supposent les relations entre la ville et la campagne dans un pays dont l'agriculture est établie sur une légion immense de petits propriétaires.

Il y a toutes sortes de questions qu'il nous faut connaître, si nous ne voulons pas, dans une révolution, manquer l'occasion d'appliquer nos idées. Les meilleures occasions se perdent lamentablement quand on n'est pas préparé pour les mettre à profit, et beaucoup de déviations révolutionnaires n'ont, au fond, d'autre explication première et sérieuse.

Je propose donc aux camarades qui pensent comme moi que l'organisation d'une société nouvelle ne peut pas être le fruit de spéculations arbitraires, d'étudier les problèmes que j'ai signalés. Il faudrait, à mon avis, développer le plan suivant, qui serait complété par ce que l'expérience indiquerait :

- 1) Etude de la géographie physique ;
- 2) Etude de la géographie économique ;
- 3) Etude de la population : zones de densité, couches sociales, proportions des diverses occupations utiles et des occupations parasitaires ;
- 4) Etude des différentes branches de l'agriculture et de l'élevage et de ce qu'elles représentent par rapport aux besoins sociaux ;
- 5) Etude des ressources en matières premières et proportion de ce que nous importons eu égard à ce que nous consommons ;
- 6) Connaissance des sources d'énergie ;
- 7) Etude des différentes industries et de ce qu'elles représentent dans la vie économique du pays ;
- 8) Déficit et excédents d'aliments, de produits finis et demi-finis dans le commerce avec les autres nations ;
- 9) Précision forcément très approximative, mais nécessaire, des adaptations de travailleurs et de parasites à des fonctions nouvelles ;

10) Moyens d'arriver à la socialisation agricole. Rapports immédiats entre la ville et la campagne ;

11) Forces, organisations économiques, culturelles et techniques (syndicats, coopératives, sociétés d'éducation, artistiques, scientifiques, sportives, etc.) pouvant constituer, après les modifications post-révolutionnaires, des organes de reconstruction socialiste non étatiques ;

12) Organisations, institutions dont la création s'est avérée nécessaire d'après l'expérience des révolutions récentes ;

13) Rôle de chacune de ces forces, non d'après une réalité imaginaire, mais selon l'appréciation exacte et honnête des faits dûment analysés ;

14) Normes des échanges, de la circulation des produits, de la répartition ;

15) Facteurs psychologiques et physiques favorables et adverses constitués par les diverses couches sociales.

Quoique insuffisant, je crois que ce que j'ai signalé permet de s'apercevoir qu'il y a une tâche énorme et des plus intéressantes à remplir. Je propose concrètement, pour la mener à bien, la constitution de groupes d'études qui, étendus sur la France, se spécialiseraient d'après les aptitudes de leurs membres, et qui maintiendraient le contact nécessaire pour compléter leurs études.

Naturellement, là où il est impossible de constituer un groupe d'études, les individualités peuvent, malgré tout, faire une œuvre très utile.

La constitution de fichiers est indispensable. Elle a, du reste, une valeur générale permanente, car elle enrichit notre documentation et notre connaissance de la société actuelle, nous arment beaucoup mieux pour la propagande et la critique.

Certes, j'ai la certitude qu'au point où en sont arrivées la science et la diffusion des statistiques, un homme disposant de temps et de moyens peut à lui seul embrasser synthétiquement la plupart des questions posées, et apporter des renseignements utiles à notre mouvement. Mais je considère erroné de tout centraliser dans les mains de quelques individus. Ce qu'il faut, c'est doter notre mouvement de connaissances positives sans lesquelles les auteurs des plans abstraits les plus complets seraient incapables d'apporter la moindre orientation valable dans une tempête révolutionnaire.

MAX STEPHEN.

Les révolutions se sont toujours évaporées quand ceux qui les ont faites se sont déchirés entre eux.

Telle est la leçon de l'Histoire qu'il ne faut pas oublier.

RENE BELIN.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Fauchier 596-03

Georges YVETOT

« Nous voulons substituer à la discipline et au gouvernement de l'homme par l'homme, l'organisation des choses. »

Georges Yvetot, qui préside, rappelle que le but de ce meeting est de poser le problème des persécutions en Espagne contre certaines tendances antifascistes, et d'obtenir que ces persécutions cessent.

Malgré les faits douloureux qui s'y produisent, ajoute-t-il, nous n'avons pas à désespérer de l'Espagne. Et nous n'avons pas à désespérer parce que les révolutionnaires espagnols ont fait la plus belle de toutes les révolutions. Vous savez comment nous autres, libertaires, sommes révolutionnaires. Nous voulons substituer à la discipline et au gouvernement de l'homme par l'homme, l'organisation des choses.

C'est ce qu'ont entrepris nos amis d'Espagne. Ceux-là sont les nôtres, car les nôtres sont ceux qui ne s'attachent pas à la discipline et ne se contentent pas de paroles. Et c'est précisément ce que font nos camarades.

Qu'ils soient dans la bonne voie, nous n'en pouvons pas douter. La preuve en est dans tout le mal qu'on se donne pour les abattre, dans les adversaires qui les poursuivent.

Nos camarades d'Espagne ont démontré bien des choses, mais entre autres ils ont prouvé que le militarisme est une blague et une honte, car ils ont su s'organiser en peu de temps pour faire face aux forces armées du fascisme. Ils ont démontré par là que, même lorsque des luttes de ce genre s'imposent, nous n'avons pas besoin du parasitisme militariste.

Nous n'avons pas à leur reprocher d'être soldats comme ils le sont, car être soldats comme eux, ce n'est pas renoncer à penser, ce n'est pas se transformer en une machine et arracher de son cœur tout sentiment humain. Ce sont plus que des soldats héros ou des héros-soldats, ce sont des révolutionnaires.

Nous approuvons la lutte qu'ils soutiennent, lutte de défense révolutionnaire, mais nous n'approuvons pas les guerres. Il faut

Les buts et l'action de la S. I. A.

Un meeting annonciateur

Notre meeting du 18 février a été plus qu'un succès. Ce fut un vrai triomphe.

Que d'attaques n'avions-nous pas subies, pourtant, avant le déroulement de cette manifestation ! depuis les calomnies de L'Humanité, jusqu'à la mise au point tortueuse du Populaire.

Mais S. I. A. répond à une telle nécessité, son action est appréciée à un tel point que, malgré toutes les malpropres coalitions, l'immense vaisseau qu'est le Gymnase Japy ne put contenir, vendredi, tous les protestataires accourus pour joindre leur voix à la nôtre.

Les officiels du Front populaire avaient pourtant tenté une diversion pour nuire un peu plus à notre meeting. Ils avaient organisé, le même soir, de grandes réunions dans les deux salles Wagram, où devaient parler des délégués de tous les pays, des politiciens des plus connus. Racamond et Cachin en étaient. L'Humanité, Le Populaire, Le Peuple avaient annoncé à grand fracas, en première page, lesdites réunions. Malgré tout, elles échouèrent. Une seule des salles Wagram put être convenablement remplie.

Le Gymnase Japy faisant trois fois la grande salle Wagram, il ne nous est plus nécessaire d'insister pour démontrer que le peuple est avec la S. I. A., avec les opprimés contre les oppres-

combattre la guerre, il faut être antimilitariste. On peut l'être, quelle que soit la situation que l'on occupe, quelle que soit notre origine et notre éducation première. C'est une question de sentiment humain, de bonne volonté. La transformation du cœur et du cerveau, voilà ce qui compte seulement.

Je vais donner la parole aux orateurs. Vous allez entendre des choses vibrantes et touchantes, et je demande que la salle

Jean NOCHER

« Nous ne pouvons pas admettre que les meilleurs combattants de la révolution et de l'antifascisme espagnols soient emprisonnés. »

On dit que la salle fait toujours l'orateur, déclare Nocher. Cela est vrai. C'est elle qui cause son état d'esprit, qui lui transmet son enthousiasme, qui souvent l'inspire. C'est pourquoi j'en voudrais toujours une comme celle-ci. En dépit des silences des uns, des manœuvres des autres pour saboter notre réunion, il est réconfortant de voir une telle assistance. Cela prouve que, malgré tout, l'amour de la liberté n'est pas mort, qu'il est toujours présent contre ses adversaires, quel que soit leur nom.

La S.I.A. accomplit une belle mission. Partout, en France comme en Espagne et dans tous les pays, elle prend la défense de la liberté, fait sienne la lutte contre le fascisme. Elle veut que cette cause soit indépendante des idées qui nous séparent, des partis et des organisations.

Car tous les antifascistes nous sont sacrés, peu importe leurs idées, leurs tendances et leur pays. Il n'y a pour nous, dans la S.I.A., qu'un ennemi, et c'est le fascisme. C'est pourquoi nous sommes malheureux de voir en Espagne des antifascistes emprisonnés.

Nous sommes tous liés par une profonde unité d'action antifasciste. Il ne faut pas l'oublier. Et le peuple français est destiné à brûler bientôt de nouvelles étapes. Que cela soit possible, nous le voyons en Espagne où nos camarades de la Catalogne et d'autres régions ont fait une révolution profonde.

Mais cette révolution était mal vue des capitalistes, ainsi du reste que la cause antifasciste espagnole elle-même. Et l'Espagne subit depuis vingt mois un assaut général. Depuis vingt mois elle est victime des capitalistes tant fascistes que démocrates, car je ne veux pas faire de différence entre leur attitude. Elle est victime de l'attaque ouverte des uns et hypocrite des autres.

Et depuis vingt mois que dure cet assaut, nous voyons l'insensibilité publique laisser commettre sans protester les pires monstruosités. On s'est habitué à l'horreur ; c'est notre pain quotidien. On lit dans les journaux, sans s'émouvoir, que trois cents gosses ont été massacrés par les bombardements aériens, et cela ne provoque pas de réactions. Mais en échange on s'inquiète pour savoir si la reine de Hollande a accouché.

Oui, nous tolérons cela depuis vingt mois ! Et cette faiblesse est commise par tous les partis de gauche. Ce n'est pas qu'ils sont restés étrangers à la question. Il y a, à la Chambre, une délégation des gauches, il y a un Rassemblement populaire, mais ils attendent la victoire fasciste pour agir.

Car tous les partis du Front populaire ont voté l'ouverture de la frontière espagnole. Tous, socialistes, communistes, C.G.T., radicaux, sont sur ce point d'accord. Mais ils ne l'ouvrent jamais, et chaque fois qu'on leur demande quand ils vont se décider, ils répondent que la semaine prochaine... La semaine prochaine, toujours la semaine prochaine ! Mais cette semaine ne vient jamais, et pendant ce temps, l'Espagne est martyrisée.

Elle pourrait bientôt s'ouvrir cette frontière, je vous l'assure, si nous posions la question une bonne fois.

Mais il faut que ce soit les troupes, que ce soit la base et non pas les chefs qui le fassent. Car les chefs de l'antifascisme commandent de loin, ne se risquent pas et se défilent, comme de la Rocque, au moment de l'action.

Le fascisme nous montre le chemin en ce qui concerne les moyens de lutte. Regardez-le en Espagne. Il a, lui, trouvé son unité d'action. Ses forces sont rassemblées, il existe une liaison, un Etat-Major. Tandis que nous, en France, nous n'avons pas encore pu établir cette unité d'action. Ici, comme en Espagne, la cause antifasciste est divisée.

Depuis trois ans, nous essayons, aux

entière sache les retenir. Elles en vaudront la peine. Car nous sommes des êtres étranges, nous autres, les libertaires. Nous combattons le mal sans nous lasser, nous voulons un monde meilleur. Cela inspire de la crainte à ceux qui vivent de la souffrance d'autrui. Et c'est pourquoi on ne voudrait pas que la révolution espagnole démontrât ce dont nous sommes capables. C'est pourquoi on combat là-bas les nôtres avec tant d'acharnement.

Et il faut aussi élargir le combat. L'antifascisme ne peut partir que des masses populaires. On ne peut pas le limiter à une lutte contre des gens. Il faut attaquer le système. Les socialistes, les communistes, la C.G.T. en sont encore au radicalisme de 1924, et le peuple doit demander beaucoup plus : il doit exiger des réformes de structure. C'est alors que l'antifascisme s'engagera sur la seule voie qui peut nous sauver.

Car le chemin de l'antifascisme ne peut être la guerre que l'on prépare en son nom. Nous ne voulons pas que sous ce prétexte on jette demain les peuples les uns contre les autres. La révolution de 1793 avait un autre sens que l'union sacrée que l'on nous recommande aujourd'hui. Le peuple prit alors les armes pour défendre ses conquêtes. Nous n'avons pas maintenant de mots d'ordre qui valent que l'on meure pour eux. Méfiez-vous du danger de guerre, méfiez-vous de l'union sacrée, quels qu'en soient les prétextes !

Nous avons eu en juin 1936 l'occasion de faire la révolution, mais les chefs l'ont arrêtée. Maintenant, c'est le Sénat qui commande. Caillaux est le maître de la situation. Pourtant, à un certain moment, les patrons étaient défaits, ils se préparaient à passer la frontière, il aurait été facile de leur donner un congé payé. Mais les chefs ont reculé. Nous sommes à un moment de l'histoire où un mouvement doit partir de nous pour que le pays. Il y a une cause universelle de l'antifascisme, et elle est la nôtre partout. Pour en finir, nous construisons s'il le faut, que chose de nouveau. L'unité n'est pas solide, non seulement entre les partis, mais au sein des partis. S.I.A. a donc un beau rôle à jouer. Elle doit demander l'aide à l'Espagne, l'amnistie en Espagne, mais elle doit aussi mener la lutte en France contre le fascisme.

Seul l'enthousiasme de la base peut nous sauver. Nous voulons vivre et non pas crever ! Nous voulons vivre dans la paix, dans le bien-être, dans les loisirs, dans la véritable justice ! Voilà ce qui nous intéresse. Et ce n'est que quand nous aurons obtenu cela que nous nous dirigerons vers la véritable liberté, vers la véritable paix fraternelle de tous les peuples.

René BELIN

« Il est particulièrement pénible d'être obligé de défendre des révolutionnaires contre d'autres révolutionnaires. »

Je pense, dit en commençant Belin, qu'il convient d'affirmer comme une vérité première, que tous les antifascistes doivent s'aider. S'ils ne savent pas être solidaires, leur cause est perdue. Il faut être unis dès qu'on se propose d'assurer le triomphe des idées révolutionnaires. C'est pourquoi nous ne pouvons pas refuser notre concours à une manifestation dont le but est d'assurer la vie d'antifascistes et de révolutionnaires.

La défense de ceux qui subissent des persécutions n'est pas nouvelle pour nous. Depuis des années, c'est l'œuvre de tous les hommes qui respectent les autres hommes. Mais il est particulièrement pénible d'être obligés de défendre des révolutionnaires contre d'autres révolutionnaires.

Car ce qui nous réunit ici, c'est notre volonté d'affirmer devant le monde, et particulièrement au gouvernement espagnol, que nous entendons défendre les révolutionnaires d'Espagne.

Nous savons toute l'horreur, toute l'atrocité de la guerre d'Espagne. C'est une guerre moderne, une guerre de positions, où tous les moyens, toutes les tactiques, toutes les techniques sont mises en œuvre. Pour résister à la poussée fasciste, cette guerre exige au premier chef des sacrifices et de la discipline, malgré les idées sociales que l'on professe. La liberté demande pour être défendue avec efficacité, une organisation armée qui impose momentanément le sacrifice de certaines idées. L'Espagne doit repousser Franco. C'est son premier but, car, tant que les armées fasciste, allemande, italienne et réaction-

naires espagnoles ne seront pas défaites, la révolution sera impossible.

Le premier but est donc de gagner la guerre. Mais pour cela il faut d'abord remplir les conditions indispensables qui assureront la victoire, et la première de ces conditions est l'unité des forces antifascistes.

Mais cette unité, il faut le dire, ne pourra pas se cimenter dans le sang des révolutionnaires. La victoire de l'armée républicaine est commandée par l'union, et pour atteindre cette union il ne doit pas y avoir de sang entre les hommes qui luttent.

Les révolutions se sont toujours évaporées quand ceux qui les ont faites se sont déchirés entre eux. Telle est la leçon de l'histoire qu'il ne faut pas oublier. L'Espagne a besoin de discipline, mais ce qui commande la discipline, c'est l'union, et cette union est impossible s'il y a des cadavres d'hommes entre les forces, surtout quand ces cadavres sont ceux des combattants qui aux premières heures surent barrer, par leur héroïsme, la route au fascisme.

Nous luttons tous pour la justice. Aujourd'hui, nous pouvons nous adresser au gouvernement d'Espagne et lui dire la nécessité de pratiquer cette justice, et de faire cesser une situation préjudiciable aux intérêts supérieurs de la Révolution espagnole.

Nous demandons que les antifascistes qui sont aujourd'hui des prisonniers, soient demain des combattants libres pour une Espagne que nous voulons libre ! Nous voulons que les prisonniers antifascistes soient rendus à la vie, à l'espérance et à l'action !

On doit comprendre, au-delà des Pyrénées, qu'il faut une large amnistie pour les révolutionnaires, pour ceux qui se sont battus dès les premiers moments, pour ceux qui veulent peut-être mourir, mais pas sous les balles de leurs camarades.

Séverine, qui a défendu tant de nobles causes, qui serait avec nous ce soir si elle vivait encore, disait que la justice était la chose la plus difficile du monde à rendre. Elle en invoquait les symboles : la balance, le glaive, les Palais de Justice, et faisait remarquer la contradiction qu'il y avait entre ces symboles et la justice elle-même. C'est la balance qui rend la justice, c'est le glaive qui frappe. Or, les plateaux de la balance sont, disait-elle, extrêmement fragiles, et le glaive est extrêmement lourd. Les plateaux de la balance remuent au moindre vent, tandis que le glaive, lui, ne bouge pas. Et elle demandait que, puisqu'il en était ainsi, le glaive soit aussi léger que la balance elle-même.

Séverine, que nous invoquons ce soir, dirait à ceux qui sont trop près pour apprécier tous les faits, à ceux qui manquent de recul pour se rendre compte des répercussions de tous leurs actes — car nous, qui avons la perspective de la distance, nous sommes mieux placés qu'eux pour juger la portée, et en outre nous n'avons pas pris part à leurs querelles — que nous demandons la paix intérieure indispensable pour la guerre libératrice.

A l'heure présente nous constatons que cette paix est sans doute possible par le rapprochement en Espagne des forces antifascistes, L.U.G.T. et la C.N.T. se mettent d'accord. C'est un exemple encourageant. Il nous faut féliciter les hommes qui savent ainsi placer la défense contre le fascisme au-dessus de leurs préférences idéologiques.

Quand ce rapprochement est en voie, nous avons le droit et le devoir de dire à ceux qui le font : « N'accomplissez rien qui gêne votre alliance, rien qui puisse briser ce rapprochement. Faites l'union dans l'action, c'est la condition de votre victoire ! »

Voilà ce qu'il nous faut nous efforcer d'obtenir. Mais nous avons aussi d'autres tâches à accomplir. Notre effort ne doit pas se borner à demander l'amnistie en Espagne. Un grand cri doit monter des masses en faveur de l'Espagne antifasciste ! Il faut nous tourner vers les gouvernements démocratiques et leur demander s'ils ont bien accompli tous leurs devoirs pour empêcher, par exemple, les crimes barbares qui se sont multipliés dans cette lutte terrible.

Comment n'avons-nous pas su exprimer plus fortement notre indignation, comment n'avons-nous pas su faire davantage pour les arrêter ? Nous songeons avec horreur aux massacres d'enfants, aux massacres de femmes que les fascistes multiplient. Nous songeons au bombardement des villes ouvertes. L'opinion publique n'en comprend pas assez la portée. Oublierait-on que le sort actuel de Barcelone est la réplique du sort de Shanghai hier, et que le sort de Shanghai fut à son tour la réplique du sort de l'Abyssinie ?

Se peut-il que les hommes et les femmes de cœur, se peut-il que la France qui a porté si longtemps le flambeau de l'humanité, se taisent devant ces faits et par-

lent de n'importe quoi pour ne pas s'en occuper ?

Seul un revirement est possible si un grand cri monte de la classe ouvrière, si la pensée du peuple éclate comme une lumière, rend la vue aux aveugles, et fait que nous parlions enfin comme il le faut.

Faites que ce cri s'élève et soit entendu ! Amnistie, liberté pour l'Espagne ! L'heure est venue que les grandes démocraties se mettent au service de la vérité et de l'humanité !

Aurèle PATORNI

« La révolution doit lutter contre les patries, contre les forces d'oppression, contre le capitalisme, pour la liberté de l'individu. »

Notre camarade Sébastien Faure n'ayant pu prendre part au meeting à cause de son état de santé, lecture fut donnée d'une lettre d'adhésion qu'il envoyait, et le camarade Patorni prit la parole pour le remplacer.

A toutes les époques, dit-il, les hommes

L'ORDRE

Le Peuple de Paris, réuni sur appel de la S.I.A., dans la vaste salle du Gymnase Japy, pleine à craquer, adresse l'expression de sa fervente sympathie à tous les secteurs antifascistes espagnols en lutte contre Franco et ses commanditaires capitalistes.

Le Peuple de Paris, convoqué, ce 18 février, pour affirmer que l'UNION dans l'ACTION est seule susceptible de mettre le fascisme en déroute, prie la classe ouvrière internationale de s'imprégner de cette vérité et d'en faire sa véritable charte.

Les auditeurs de Japy, appréciant le labeur opiniâtre et surhumain de tout le peuple espagnol pour résister d'abord au fascisme et le vaincre ensuite, regrettent que certains partis antifascistes tentent d'imposer là-bas leur prédominance, mettant ainsi en péril tout ce que la vaillance des miliciens et le travail du prolétariat espagnol ont conquis de haute lutte.

Les auditeurs de Japy,

Propagande, Propagande !

Faire connaître la S.I.A., son action, sa ligne de conduite, doit être le but immédiat de tous nos militants.

Notre brochure S.I.A. d'une diffusion facile, doit être mise, par l'activité dévouée des amis, entre toutes les mains. Rappelons que son prix modique est de 0 fr. 60 l'exemplaire, 27 fr. les 50 ; 52 fr. le cent.

Ajoutons que nous tenons à la disposition de nos amis des papillons de propagande au prix de 15 fr. le mille et des insignes à raison de 2 fr. l'unité, 90 fr. les 50 et 175 fr. le cent.

GRANDE FÊTE au bénéfice de la S.I.A.

Nous faisons connaître à nos lecteurs qu'une grande fête pour S.I.A. est en préparation. Qu'ils en prennent note. Elle aura lieu salle de la Mutualité le vendredi soir, 18 mars.

Réunions et Permanences de la S.I.A.

20e ARR. — Nous avisons les antifascistes du 14e arrondissement que le siège de la section est transféré 51, rue des Amateurs, chez Durand. La permanence est ouverte tous les dimanches, de 10 h. à 12 h. 30.

ARGENTEUIL. — Permanence tous les jours à partir de 18 h. 12, rue du Paradis.

CHAMPIGNY. — Réunion mensuelle vendredi 25 février, à 20 h. 30, à la Maison Commune, salle 5. Les sympathisants sont cordialement invités.

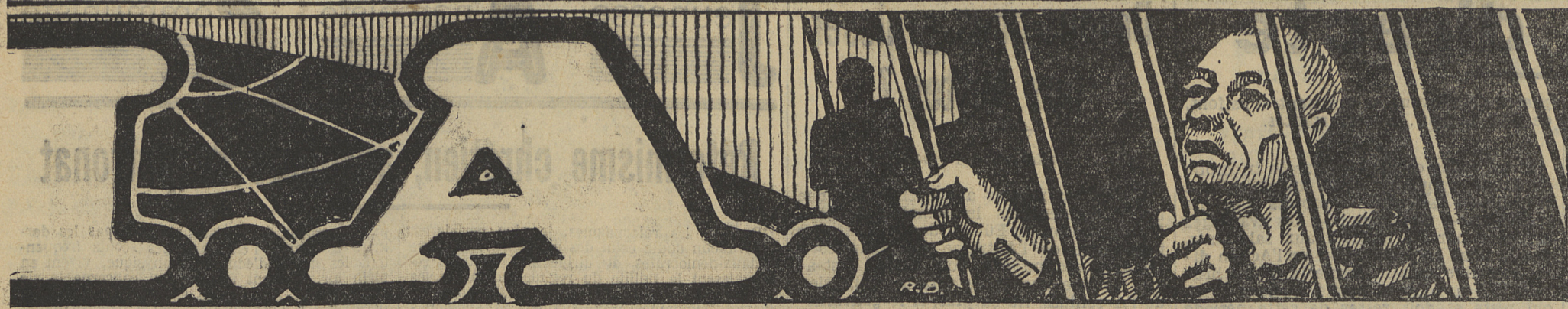
DOURBOVOIE. — Réunion de la section locale jeudi 24 février, à 20 h. 30, chez François, 7, avenue Marceau. Permanence tous les dimanches de 9 h. à 12 h., même adresse.

VIGNES. — Permanence tous les dimanches, de 10 h. à midi, chez Rieu, 116, rue H.-Barbuse. On y reçoit les dons et les cotisations.

AMIENS. — Permanence tous les dimanches, de 9 h. à 11 h., siège, café Théo, 39, rue Delambre.

SAINT-ETIENNE. — Assemblée générale de la section le 4 mars, à 19 h. 30, à la salle 20 de la Bourse du Travail. Prendront la parole : Callet, Duperray et Lavoire.

VILLEURBANNE. — Permanence le jeudi, de 16 h. à 18 h., au Palais du Travail (1er étage). Réunions de section les 29 et 30 de chaque mois.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèque Post. : Faucier 596-03

Sabemos la pesada tarea del gobierno Negrin. Pero no creemos combatirlo al pedirle que respete la libertad, puesto que ha asumido la tarea enorme de luchar por la libertad de España y del mundo.

Georges PIOCH.

acclamés par une foule immense de l'amnistie en Espagne

seurs, avec les prisonniers contre les geôliers, pour la liberté contre la tyrannie.

Que dire d'autre, sinon que les orateurs de Japy firent applaudir nos thèses et que l'idée d'une amnistie en Espagne rencontra l'adhésion chaleureuse de tous les auditeurs ? Nous demandons à nos lecteurs de lire attentivement les discours prononcés, dont nous publions, dans ces pages, de larges extraits. Ils y puiseront des arguments qu'ils auront l'occasion d'utiliser souvent au profit de la S. I. A. et de sa propagande.

Il faut encore ajouter qu'un ordre du jour a été adopté, qu'une délégation de notre S. I. A. se rendra auprès du Gouvernement Negrin pour lui en faire accepter tous les termes, et pour déclarer aux travailleurs espagnols, au cours d'un grand meeting qui aura lieu à Barcelone, comment S. I. A. française entend que se pratique la solidarité en faveur de l'Espagne ouvrière.

René BELIN, Marceau PIVERT, Jean NOCHER, Louis LECOIN, Georges PIOCH ont déjà accepté de faire partie de cette délégation. Mais d'autres camarades sont pressentis, qui voudront sans doute se joindre aux premiers délégués.

Nous concluons en déclarant que l'amnistie en Espagne nous semble en bonne voie.

de cœur, les esprits indépendants ont considéré comme un devoir de lutter pour les opprimés et pour l'affranchissement de tous les individus. Mais si dans le passé cela était un devoir, c'est aujourd'hui une nécessité, car tous les hommes qui aiment la liberté sont en danger.

Le fascisme n'est pas seulement en Espagne, en Italie, en Allemagne. Il est aussi chez nous, il nous menace de plus en plus. Nous voyons la justice au service des plus forts, poursuivant les hommes libres. Le fascisme aussi a pénétré dans l'armée. L'armée française est aujourd'hui fasciste comme l'était celle de Franco la veille de son attaque contre le peuple d'Espagne. Les journaux antifascistes ne peuvent pénétrer dans les casernes, on en interdit la lecture aux soldats. Nous voyons que les officiers et les familles des officiers ont acheté des épées d'honneur pour les chefs fascistes. Tous ces gens sont prêts à nous faire subir le sort que subit actuellement l'Espagne.

Rien n'a été fait pour les empêcher. On aurait pu épurer l'armée, on ne s'en soucie pas. On nous parle du souffle républicain, mais les galonnés sont les valets du capitalisme, et on ne peut les transformer. Cependant, il reste la base, et puisque le souffle républicain ne peut rien faire sur les officiers, il faut que le souffle révolutionnaire passe sur les soldats. Le salut n'est possible qu'à cette condition.

Cela n'a pas été fait. Bien au contraire, nous voyons les partis révolutionnaires recommander la discipline, la résignation aux conscripts, et les préparer à accepter la guerre. Quant à nous, loin de leur recommander la soumission, nous leur rappelons leurs devoirs de classe, et nous glissons dans leur sac le cinquième couplet de l'Internationale.

Le fascisme est une réalité. Quand nous voyons les menées réactionnaires, les préparatifs de la cagoule, nous comprenons que la lutte directe est nécessaire, nous comprenons que la S. I. A. est indispensable pour coordonner l'action, car nous sommes tous menacés, non dans nos biens, car nous n'en avons pas, mais dans nos personnes.

Par la lutte qu'on mène contre elle, nous devons constater que la S. I. A. est vraiment un groupement révolutionnaire. Les affiches annonçant ce meeting ont été lacérées, et l'autre matin, l'Humanité critiquait notre campagne sur la question espagnole. Elle parlait de division. Mais la division est le fait de ceux qui, en pleine lutte, attaquent leurs frères de combat.

Nous voyons les prodromes de la Révolution espagnole. Nous voyons les anar-

Marceau PIVERT

« A travers les emprisonnés d'Espagne, c'est la liberté et l'avenir du mouvement international que nous défendons. »

DU JOUR

s'adressant au gouvernement républicain espagnol, lui demandant de ne plus favoriser un secteur antifasciste au détriment des autres, de ne plus jeter en prison des hommes, des militants antifascistes, dont le seul crime est de se battre envers et contre tous pour la liberté.

Les auditeurs de Japy, désireux, au plus haut point, de faire en France le front révolutionnaire qui les rendra maîtres de leur destinée, apprendraient avec un réel soulagement que les antifascistes espagnols ont reformé le front de combat de juillet 1936 et que le gouvernement NEGRIN y a contribué en décrétant sans tarder l'amnistie générale pour tous les antifascistes emprisonnés.

Cette amnistie, par les conséquences heureuses qu'elle comporterait, équivaldrait à une bataille remportée contre Franco. Les auditeurs de Japy la réclament donc énergiquement avant de se séparer aux cris de : « UNION dans l'ACTION. »

Je dois commencer, affirme Marceau Pivert, par faire une mise au point que je crois nécessaire. Je regrette que l'unité ne se soit pas faite au sein du Parti socialiste pour demander la liberté des combattants espagnols qui sont l'objet de persécutions. Mais si cette unité n'a pas pu se faire au sein d'un organe de direction, tout au moins avant de rentrer dans cette salle, ma section m'a-t-elle encore encouragé et assuré de son entière solidarité. Et j'ai la conviction que je parle ce soir non seulement au nom de ma section, non seulement au nom de la fraction révolutionnaire du Parti, mais encore au nom de tous ceux qui, dans le Parti, n'ont pas oublié le sens profond du socialisme.

Nous avons de la lutte contre le fascisme une conception particulière. Pour nous, lutter contre le fascisme c'est lutter pour la destruction du capitalisme. C'est dans ce sens que combat la S. I. A. Et nous le disons, car nous savons que le fascisme est inhérent au capitalisme, qu'il en est le fruit direct, et que ne pas le dire c'est tromper les masses. Il faut dire la vérité. Le plus grand service que nous pouvons rendre à notre cause commune est de toujours dire la vérité.

Et c'est la vérité que nous voulons dire au sujet de la situation interne de l'Espagne antifasciste. Car il y a des faits trop graves pour les passer sous silence. Il y a des faits comme l'accusation contre des fractions, contre tout un parti, d'être des agents de Franco. C'est ce qui est arrivé au P.O.U.M. dont nous connaissons bien les militants.

Dans toutes les crises sociales, les

chistes poursuivis. Avant, on les traitait de provocateurs, d'instruments de la réaction, puis on les a glorifiés quand ils ont fait face au fascisme et lui ont barré la route, pour, à nouveau, les assassiner.

Le cas de Francisco Maroto est, à cet égard, des plus typiques. Il a toujours été antifasciste, tant sous la monarchie que sous Primo de Rivera. Il a été traîné sur les routes, par la garde civile. Et cependant, les patriotes staliniens se sont arrangés pour le faire condamner à mort. La condamnation est si monstrueuse que le tribunal lui-même a demandé la commutation de peine, et que le gouvernement a décidé la révision du procès.

Tel est le cas des cinq mille prisonniers antifascistes qui remplissent les geôles républicaines où ils sont gardés par les jésuites rouges.

Mais Francisco Maroto a été au moins jugé, tandis que de très nombreux militants de l'antifascisme subissent l'emprisonnement administratif et ne savent quand ils seront remis en liberté, si on les y remet un jour. Eh bien non, nous protestons contre de tels actes comme nous voulons restituer à la révolution espagnole ses meilleurs combattants, quelle que soit leur couleur, parce qu'ils ont droit à la liberté, et parce que ce sont les meilleurs.

Camarades, il ne suffit pas de se proclamer antifascistes, il ne suffit pas de venir dans les meetings. Être antifasciste, ce n'est pas seulement applaudir un orateur, c'est, avant tout, agir quand on est sorti des meetings.

Il faut être toujours et partout actif. Il faut être unis dans la lutte. Si le fascisme a pu triompher en Italie, ce fut grâce aux divisions entre les forces d'opposition. Si la Révolution n'a pas eu lieu, si Hitler a pu triompher en Allemagne, c'est pour les mêmes raisons. Si Franco a pu attaquer en Espagne, ce fut aussi parce qu'on ne sut pas agir à temps et parce que la lutte entre groupements révolutionnaires favorisait son action néfaste.

Nous demandons, au nom de la S. I. A., de réunir toutes les forces qui luttent contre le fascisme. La lutte effective, voilà ce qui nous intéresse.

Au fascisme, il faut opposer la Révolution. La révolution doit lutter contre les patriotes, contre les forces d'oppression, contre le capitalisme, pour la liberté de l'individu, pour l'épanouissement de la collectivité. Sans cela, pas de civilisation véritable. Ce ne sont pas les progrès techniques qui nous intéressent, ce ne sont pas les gratte-ciels que l'on peut construire en Russie et en Espagne, mais la disparition des exploités et des maîtres.

mêmes calomnies ont été lancées contre les combattants. Jaurès fut accusé d'être au service de l'Allemagne, on publia sa caricature avec un casque à pointe. Lénine fut aussi, au commencement de la Révolution russe, accusé d'être un agent de l'Allemagne. On reproduisit même dans les journaux des documents fabriqués, qui auraient pu le faire condamner devant n'importe quel tribunal. Qui oserait maintenant dire que de telles accusations étaient fondées ?

Il arrive aujourd'hui la même chose à des révolutionnaires espagnols. Un homme comme Nin a été accusé d'être un agent de Franco; Gorkin, qui nous écrit du fond de sa prison de ne pas nous occuper de lui, l'est aussi. J'ai connu ces hommes et je sais que ces accusations sont fausses. D'ailleurs, cette tactique affreuse peut demain se retourner contre ceux qui l'emploient.

Elle peut se retourner, car l'Espagne antifasciste semble être progressivement abandonnée par la Russie pour tomber sous la domination des banquiers de la City. Il pourrait alors se faire que, sous peu, les communistes soient victimes des procédés qu'ils emploient aujourd'hui. Et comme nous combattons la persécution et non un parti quelconque, je prends l'engagement, si le cas se produisait, de les défendre comme aujourd'hui je défends ceux qu'ils persécutent !

Je connais de nombreux camarades qui sont partis lutter en Espagne. Les uns sont revenus découragés, d'autres blessés, d'autres sont en prison. Quelle tristesse !

Nous avons le droit de dénoncer tout

cela. Nous nous sommes retenus jusqu'à maintenant, mais l'heure est arrivée de dire que nous ne pouvons plus tolérer que des partis révolutionnaires entiers soient supprimés et leurs militants traités comme des fascistes.

Il faut prendre garde à l'emploi de certains procédés. Il y a danger à mettre en marche des moyens de dictature qui peuvent, à un moment donné, se retourner contre leurs auteurs. L'histoire nous offre bien des leçons à ce sujet. Nous combattons, nous, pour le principe de la liberté. A travers les emprisonnés d'Espagne, c'est la liberté et l'avenir du mouvement international que nous défendons.

Dans cette bataille que livre la S. I. A., tous peuvent prendre part, à condition de ne pas chercher à s'absorber, à se dominer, à condition de n'être poussés que par la seule puissance du sentiment de l'unité, sans chefs grands et bien aimés et en n'acceptant que la collaboration consciente du peuple.

Il faut agir, et vite, car le drame se déroule, et tous les jours la résignation semble augmenter devant la pénétration du virus de l'autorité. On prépare le peuple pour la guerre, on prépare une nouvelle saignée et ce sont ceux-là mêmes qui veulent étrangler la révolution espagnole qui mènent le peuple à la boucherie.

Ceux qui se servent de cette technique en seront demain les victimes. Les forces de réaction se retourneront alors contre

Georges PIOCH

« Nous avons le droit de dire au gouvernement espagnol, devant cette révolution qui est en train de manger ses meilleurs défenseurs, prenez garde ! »

Je dois d'abord, déclare Pioch, vous faire une communication. Les amis de La Flèche m'ont demandé de vous dire qu'ils adhèrent à ce meeting. Ils en ont le droit, car ils ont toujours défendu, par leur position, toutes les nobles causes de la liberté.

Et je veux m'occuper aussi de quelque chose ayant trait à notre réunion. L'Humanité a publié un article étrange. Il paraîtrait que ceux qui sont ici nuisent à la cause de l'Espagne, qu'ils offensent le gouvernement espagnol et qu'ils sont les saboteurs du Front Populaire.

Je répondrai pour ma part qu'on ne fait rien dans le mensonge et je veux croire pour le Front Populaire qu'il veut la vérité, qu'il ne la craint pas.

Nous connaissons les circonstances dramatiques que traverse l'Espagne, nous savons la lourde tâche du gouvernement Negrin. Mais nous ne croyons pas le combattre en lui demandant de respecter la liberté, puisqu'il a pris sur lui l'énorme tâche de lutter pour la liberté de l'Espagne et du monde.

Il ne peut pas s'offenser de ce que nous lui demandons la mise en liberté des prisonniers antifascistes. Il en est de ces prisonniers que je connais et qui me sont très chers. Ce sont les camarades anarchistes. Parce qu'ils ont apporté dans la lutte non seulement l'ardeur qui leur est propre, la générosité qui leur est naturelle, mais aussi une somme de sacrifices que personne autant qu'eux n'a consentie.

Je me souviens d'eux, j'en garde d'inoubliables souvenirs. J'ai parlé, il y a sept ans, à Barcelone, devant un auditoire trois fois plus grand que celui-ci. Il y avait parmi nous Durruti, Ascaso, Jover, et la dernière petite-fille de Francisco Ferrer. J'ai eu ce jour-là, plus de jeunesse que je n'en ai jamais eue dans toute ma vie.

Ces hommes ont lutté les premiers aux jours de l'attaque fasciste. Mais ce n'était pas l'Espagne, ce n'était pas leur patrie, qui avait été marquée pour eux, qu'ils défendaient : c'était la liberté, c'était leurs rêves de fraternité humaine pour lesquels ils avaient déployé l'action de toute leur existence. Ils luttèrent pour cette devise qui est la nôtre et que nous répétons toujours : « Faites des hommes indépendants chez un peuple libre. »

Je me le rappelle, et je me rappelle aussi d'une autre figure, douce, celle-là, figure de rêveur, d'intelligence illuminée : Camille Berneri. Berneri, qui fut aussi victime de la répression contre les antifascistes, car il est mort, non dans la défense de la république, mais assassiné comme vous savez et par qui vous savez.

Je me souviens de beaucoup d'autres, et c'est pour eux que je m'adresse au gouvernement espagnol. Je lui rappelle que d'autres révolutions plus fortes que celles d'Espagne sont mortes par leurs luttés

eux. Nous n'avons rien à gagner dans une guerre. Quand nos camarades espagnols tombent, nous savons qu'ils le font pour combattre le mensonge, et le premier mensonge est en ce moment l'acceptation de la guerre et du militarisme.

Il y a malheureusement des ouvriers qui ne voient pas encore la différence entre la lutte pour la révolution et la guerre au service du capitalisme. La violence révolutionnaire sera certainement nécessaire, et nous voulons la préparer parce que, plus nous reculons devant la révolution, plus les flots de sang et les victimes se multiplieront sans profit pour l'humanité.

Alors que la lutte révolutionnaire, si elle demande un sacrifice, cimentera une société nouvelle.

Dans la lutte de l'antifascisme espagnol, il faut demander que le peuple puisse choisir lui-même le chemin de son émancipation, chemin qui peut se trouver dans l'unité de l'U.G.T. et de la C. N. T., et dans l'amnistie pour les révolutionnaires.

Quant à nous, nous devons agir contre le blocus des pays capitalistes. Nous sommes responsables du retard apporté dans l'aide à l'Espagne et dans la lutte antifasciste de partout. Luttons contre le fascisme, mais souvenons-nous que le moyen de lutte n'est pas la mobilisation et la guerre, mais la révolution pour nous délivrer à jamais du capitalisme, et pour délivrer les peuples qui attendent l'heure de la liberté.

intestines. Car les révolutions sont de grandes mangeuses d'hommes, et comme Ugolin, elles dévorent leurs enfants. Et nous avons le droit de dire au gouvernement espagnol, devant cette révolution qui est en train de manger ses meilleurs combattants : prenez garde ! Ces hommes qui combattent ne veulent pas donner leur vie pour en arriver là. Prenez garde ! Je ne commence pas par déshonorer votre révolution !

Puisque l'on m'a donné la tâche difficile de parler le dernier et que j'ai prononcé ce mot de révolution, je veux m'y arrêter un peu. Il est tellement répété qu'il en est devenu banal. Je voudrais cependant vous dire comment je vois la révolution espagnole.

Je la vois appliquant la véritable liberté, une liberté qui ne renverse pas les idoles pour les remplacer par d'autres idoles, qui ne remplace pas les egoïsmes par d'autres egoïsmes, qui n'est pas l'œuvre des partis, ni des politiciens, mais celle du peuple.

L'Espagne a, pour réaliser cette révolution, un avantage. Elle n'a pas eu de XIX^e siècle ; elle n'a pas suivi l'évolution des autres nations. Au commencement des événements actuels, elle supportait encore un régime presque féodal et son organisation était à faire sur bien des points. C'est une misère, mais c'est aussi un avantage, car elle ne s'est pas usée, elle ne s'est pas corrompue dans nos démocraties. Elle arrive à sa révolution presque neuve, presque vierge.

Elle n'existait pas dans le concert européen, et c'est peut-être elle qui aura l'honneur de donner au mot de révolution un sens vrai et précis.

Aujourd'hui tout homme de valeur est révolutionnaire. Il n'y a pas de génie qui ne se flatte de l'être. Que dit même Mussolini, qui dit même Hitler ? Ils se vantent d'avoir fait une révolution. Et c'est vrai, ils en ont fait une. Mais c'est une révolution contre l'esprit révolutionnaire, une révolution contre la révolution, qui enchaîne et déshonore l'homme !

Une révolution vient, qui a commencé en Espagne. C'est une révolution pour libérer l'individu, non pour mettre les hommes en troupeaux et les faire marcher sous des drapeaux, car tous les drapeaux sont signe d'esclavage.

L'esclavage imposé n'est pas le pire qui puisse arriver à l'homme. Quand l'esclave ne se résigne pas à son sort, il a commencé à se sauver. Mais il n'y a pas de salut, il n'y a plus d'espoir quand l'esclave est content de son sort, quand, comme ces soldats polonais, il chante la liberté de ne pas être libre.

Voilà où conduisent les révolutions qui ont été déviées. J'espère que, pour elle et pour le monde, l'Espagne s'en sauvera.

Nous en sommes à ce point en France, et cette résignation volontaire se résume

en ce moment par l'union sacrée. Car nous sommes menacés par l'union sacrée. De plus en plus les gens se résignent à la guerre ; de plus en plus l'instinct de résistance s'atténue. Les gens moutonnent comme des troupeaux de moutons qui vont à l'abattoir.

Réveillez-vous, hommes ! Réveillez-vous, femmes ! Car nous sommes comme en 1914. On a envoyé hier des millions d'hommes à la mort pour le droit, on en fera tuer demain cinquante millions pour la liberté d'être esclaves, pour le droit de ne pas être libres !

On vous dit que la patrie est en danger. Cela signifie : acceptez tout, soumettez-vous. Et je vous le dis par un seul mot qui résume toute ma pensée : si vous êtes des esclaves contents d'être esclaves, si vous acceptez l'union sacrée, vous êtes perdus !

Voulez-vous vivre ? Vous n'aurez que ce que vous saurez mériter. Si vous n'êtes pas libres, c'est que vous ne méritez pas de l'être ; si demain vous n'êtes pas sauvés, c'est que vous ne mériterez pas d'être sauvés !

Soyez vrais envers vous, envers votre destinée. Il le faut, il faut nous élever à une plus haute dignité. Car il est des jours où l'on a envie de donner sa démission d'homme.

Les hommes ont fait d'immenses progrès pour avancer, ils ont perfectionné l'automobile et l'avion, tous les moyens mécaniques de locomotion, mais pour raisonner ils prennent encore la diligence.

Mais ce qui a certains moments décourage le plus, c'est l'insensibilité des hommes et des femmes. Et puisque je viens de prononcer ce mot de femmes je veux, en terminant, m'adresser à elles.

Vous autres femmes, vous n'avez pas encore tout l'exercice de vos droits civiques. Vous vous en plaignez, mais moi je vous dis que c'est un avantage, car vous êtes restées en dehors de la corruption politique et vous avez pu continuer à être ce que vous devez être : des femmes.

Et il faut ne pas être autre chose, il faut être femmes, intégralement. Vous avez ainsi un beau rôle à remplir. Les hommes ont besoin de vous ; ils se sont égarés, vous devez leur montrer le chemin de la vie ! Soyez les anarchistes du genre humain ! Vous qui donnez la vie, vous devez la défendre, vous devez lutter pour la conserver. La guerre menaçait, soyez femmes : soyez femmes, conservez l'existence, luttiez contre ce crime qui ne laisserait rien derrière lui !

NUESTRO MITIN

Decimos francamente que el éxito de ese mitin nos ha sorprendido. Como ocurre casi siempre, fuimos objeto de sabotaje. Los carteles en parte han sido destruidos, y cierta prensa nos atacó previamente sin nobleza. A pesar de todo, la sala Japy resultó demasiado pequeña para dar cabida a cuantos hombres y cuantas mujeres acudieron. Buena parte debió quedar afuera. Podemos calcular en diez mil personas las que escucharon los oradores.

No haremos ninguna comparación, ninguna discriminación sobre lo que fue dicho. Los discursos se comentan por sí solos. Lo que vale por encima de todo, es que el gobierno Negrin, y sobre todo los que ejercen sobre él un odioso chantaje porque suministran a precio de oro municiones, al mismo tiempo que venden petróleo a los países fascistas, para que estos puedan maniobrar contra nosotros sus tanques y bombardear nuestras ciudades con sus aviones, sepan que sectores como la C.G.T. francesa, el Partido socialista, la Unión anarquista, la Asociación J.E.U.N.E.S. y los intelectuales independientes protestan de lo que allí ocurre y piden que, en nombre de la lucha antifascista, esto termine cuanto antes.

Escuchará el gobierno estas voces sinceras ? ¿ Hará caso a la comisión que fue nombrada para obtener, en nombre del antifascismo, la libertad de los antifascistas ? Es de esperarlo. No quisiéramos gastar tiempo, energías y tinta en ocuparnos de estas cosas. En momentos tan graves como los actuales, todos deberíamos poder centrarnos exclusivamente contra el fascismo. Pero, la triste verdad es que son muchos los antifascistas que lo son a condición de que el pueblo salga perdiendo todas sus conquistas, de que volvamos a la miseria de antes, de que España esté de nuevo dividida en varias clases entrecuchándose continuamente, de que la mayoría del pueblo vuelva a ser explotada como antes o más, porque la difícil situación en que nos encontramos es consecuencia de la guerra haría peor la vida de las masas.

No es posible ignorar la importancia de un acto de esta magnitud. Esperamos que el gobierno lo comprenda. Esperamos también que ese será el último mitin, el último paso de esta clase que hayamos de dar. La situación no es tan brillante en España para que, junto a la avalancha fascista que, cuando, escribimos estas líneas, amenaza seriamente Teruel, tengamos que ocuparnos de la reacción interna.

L'action directe

(Suite de la première page.)

L'Action directe ? — Ils en avaient bien entendu parler... naguère. Mais les travailleurs avaient négligé depuis si longtemps d'y recourir, que les sphères d'en haut avaient fini par la croire défunte ou par la considérer comme une menace d'ordre uniquement spéculatif.

La voir brusquement revenir et passer du domaine de la théorie à celui de la pratique les frappait d'épouvante.

Que faire ? Car il fallait se décider sur l'heure.

Faire intervenir la force armée ? Il en est qui y songèrent. Mais, étant donné l'état des esprits et, sur le plan général, les circonstances, c'était courir le risque de déclencher une résistance insurrectionnelle extrêmement dangereuse.

Consultés, les puissances d'argent, les syndicats patronaux et le gouvernement estimèrent préférable de parlementer, de négocier, de diplomatiser et finalement, la face étant sauvée, de capituler. Ils capitulèrent.

On connaît la suite. Elle se résume en quelques lignes.

Par le jeu même du mécanisme économique, AUQUEL ON N'AVAIT PAS TOUCHÉ, le monde capitaliste regagna, peu à peu, le terrain qu'il avait dû céder momentanément et, par de successifs grignotages et redressements, il ne tarda pas à rétablir le statu quo ante.

Est-ce que l'exagère ? Nullement.

De toutes ces mirobolantes conquêtes dont le Front populaire s'est arrogé si indûment le mérite et l'honneur ; de toutes ces éclatantes victoires que les partis politiques qui se prétendent prolétaires ont si bruyamment célébrées. QUE RESTE-T-IL, au profit positif du prolétariat ?

Ouvriers, paysans, artisans, employés, petits fonctionnaires, modestes rentiers, pensionnés et retraités, vieux travailleurs, classe moyenne, contribuables, consommateurs, vous tous qui représentez la majorité écrasante de la population, répondez !

Et toi, insipide gogo, bipède extravagant, primat extraordinaire, indécorable idiot, toi qui te crois « Souverain », parce que, une fois tous les quatre ans, tu es convié à choisir tes Maîtres et qui, en 1936, ne te tins pas d'allégresse, veuille me dire ce que t'a rapporté le fait d'avoir voté « rouge » ? Allons, dégourdi, parle, réponds !

Hormis les « bouchés à l'éméri » tous, s'ils sont sincères, répondront : « Rien de fait. Tout est à recommencer. »

Et ce n'est que trop vrai, puisque la capacité d'achat de la masse consummatrice a diminué plutôt qu'augmenté ; puisque, de semaine en semaine, le nombre des chômeurs croît à un rythme de plus en plus accéléré ; puisque les menaces de

guerre s'aggravent, se précisent et se font, de jour en jour, plus pressantes.

Si les folles espérances que le triomphe du Front populaire avait inspirées aux travailleurs se sont évanouies ; si ne reste rien — ou si peu ! — des avantages arrachés par les salariés aux salariables, par la mise en application de l'Action directe, même sous la forme la moins brutale, il y a, tout de même, quelque chose qui reste et doit rester de cette période de lutte.

Ce « quelque chose », c'est la leçon qui se dégage de cette expérience et ce « quelque chose » est d'une considérable importance.

Réfléchissons. L'Action directe a donné, en juin 1936, la mesure de son efficacité. Sa force s'est affirmée : puissante, irrésistible. La preuve a été faite qu'elle a suffi à contraindre le Parlement à voter et le Patronat à subir les dispositions donnant une existence légale aux revendications des grévistes occupant les lieux du travail et refusant de les quitter tant qu'ils n'auraient pas obtenu complète satisfaction.

La rapidité avec laquelle a été voté cet ensemble de dispositions légales a stupéfié l'opinion publique.

Serait-il sensé de penser et de dire que si, en cette mémorable circonstance, nos « honorables » ont renoncé aux interminables parloirs auxquels ils se complaisaient tant, c'est qu'ils ont cédé à un besoin subit et invincible d'activité, à une inexplicable fringale de travail ?

Nul ne le croirait ; et tout individu de clairvoyance moyenne comprendra que c'est sous le coup d'une panique intense, sous la menace angoissante d'un danger grave et pressant que les ouvriers de l'usine Bourbon et Luxembourg, qui travaillaient toujours sans se fâcher et le plus qu'il se peut au ralenti, se sont tout d'un coup transformés en stakhanovistes épatants.

J'ai dit : « panique intense. » D'où venait cette panique ?

J'ai dit : « menace angoissante d'un pé- »

« ni grave et pressant. » D'où venait cette menace ?

Panique et menace avaient la même cause :

L'ACTION DIRECTE.

L'ACTION DIRECTE que les détenteurs du Capital et du Pouvoir gouvernemental croyaient morte et qui, vigoureuse et tragique, réapparait à l'improviste : fantôme ou revenant terrifiant.

Eh bien ! L'Action directe court présentement un péril mortel.

Toutes les forces de domination et d'exploitation sont coalisées contre Elle, en un complot infiniment mieux organisé que celui des cagoulards.

Dans un prochain article, je parlerai de ce complot.

Sébastien FAURE.

Devons-nous graisser nos bottes ?

(Suite de la 1^{re} page.)

Il faut en revenir aux événements que nous commentions la semaine dernière. L'intervention du Führer dans les affaires intérieures de l'Autriche est comprise à Londres comme elle doit l'être, c'est-à-dire comme une étape vers la réalisation de l'Anschluss. Au surplus, si le gouvernement britannique avait pu l'ignorer, le Quai d'Orsay le lui aurait opportunément fait remarquer. On apprend en effet aujourd'hui que M. Yvon Delbos avait fait parvenir à Londres une note par laquelle il signalait le danger né de la capitulation de Berchtesgaden et posait la question d'une ferme démarche auprès du gouvernement allemand. Cette démarche devait être faite sans tarder et, particulièrement, sans attendre l'adhésion de l'Italie, la thèse prévalant à Paris étant que cette puissance dont les intérêts sont évidemment engagés ne manquerait pas, devant cette manifestation d'autorité, de se rallier à une telle intervention, recommandant en cela le coup de 1915.

Il est inutile de souligner l'importance de la proposition française. Elle constitue la première riposte à la politique autrichienne du Führer. Sans doute l'intervention est encore conditionnelle. Elle dépend de l'attitude du cabinet anglais. Mais à supposer que celui-ci approuve et appuie la suggestion française, comme le souhaitent si vivement nos journalistes de Front populaire, le gouvernement allemand se trouverait placé devant une manière d'ultimatum dont les conséquences seraient extrêmement graves. Sans doute d'aucuns, parmi ces gens de gauche, fonderaient leurs espoirs sur une éventuelle reculade de l'Allemagne qui sans coup férir mettrait les pouces et accepterait à nouveau la loi du vainqueur. Mais l'hypothèse inverse n'est pas exclue. Le gouvernement allemand, devant l'éventualité de se voir déconsidéré aux yeux des masses chauffées à blanc et d'autant plus prêtes, au contraire, à le suivre que les prétentions franco-anglaises leur paraissent plus intolérables, car l'Anschluss leur apparaît à juste titre comme une question purement allemande, le gouvernement allemand ne se déciderait-il pas sur cette plate-forme moralement excellente, à risquer le tout pour le tout, c'est-à-dire la guerre ?

Le gouvernement anglais tient donc en ses mains, une fois de plus, le sort du monde. On comprend ses hésitations et ses déchirements. A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ignorons encore la décision qu'il prendra. Le duel Chamberlain-Eden s'achèvera-t-il par la défaite de ce dernier ? Chamberlain songerait, en effet, avant d'entreprendre une démarche à Berlin, à rallier l'Italie par d'importantes concessions en Afrique et en Espagne. Cet ajournement et ces concessions n'auraient pas l'heur de plaire au gouvernement français qui semble prêt à soutenir énergiquement une intervention auprès de Hitler et, comme s'expriment déjà certains journaux, à pousser les choses jusqu'au bout avec ou sans l'appui de l'Italie. On sait ce que cela veut dire.

Pour nous, nous prétendons poser la question devant les travailleurs de ce pays trompés par la plus ignoble des propagandes. Sont-ils prêts à se battre, accepteront-ils de voir massacrer leurs femmes et leurs enfants pour empêcher que les Allemands d'Autriche ne rejoignent ceux d'Allemagne ? Si oui, qu'ils continuent à approuver la politique du Front populaire. Elle mène droit à la guerre, car les problèmes posés par le développement de l'impérialisme allemand ne peuvent être résolus que par la guerre et par l'écrasement de l'Allemagne.

Sinon, qu'ils fassent eux-mêmes leur paix.

LASHORTES.

armés et sauront au moment opportun se servir de leurs armes. Nos amis ne parlent peut-être pas de noyautage de l'armée mais ils l'ont réalisé. Et quel ridicule de la part de Trotsky de reprocher à nos amis espagnols leur alliance avec une fraction de la bourgeoisie, contre le fascisme, alors que lui préconise l'union du prolétariat chinois avec le bourreau Tchong-Kai-Scheck.

Tous les compromis, les reculs de la C.N.T. avaient pour but de sauvegarder l'avenir révolutionnaire, mais l'avenir révolutionnaire ne pourra être sauvegardé qu'à la condition que Franco soit vaincu. Le problème de la lutte antifasciste l'a donc emporté, et c'était fatal, sur le problème révolutionnaire.

En opérant ces reculs, la C.N.T. a prouvé sa confiance dans la capacité politique du prolétariat. Elle savait que les paysans qui avaient la terre, que les ouvriers qui avaient les usines, sauraient organiser et sauvegarder leurs conquêtes, et qu'ils garderaient leur confiance vis-à-vis de l'organisation syndicale — organisation qui n'est pas l'expression d'une bureaucratie, mais l'expression même des masses qui la composent.

Et Trotsky et tous ceux qui critiquent la C.N.T. doivent apprendre que la C.N.T. ce n'est pas Garcia Oliver, Fédérica Montseny, ou le Comité national, mais bien les ouvriers qui la composent. Et quels que soient les compromis, les alliances, je dirai même les fautes, les erreurs — si fautes et erreurs il y avait — la C.N.T., expression de la volonté des masses, reprendra toujours sa lutte révolutionnaire pour l'émancipation intégrale du prolétariat. Et ce sera la plus grande confirmation de notre doctrine : un parti politique peut dégénérer au point d'abdiquer totalement ses principes essentiels, mais une organisation ouvrière absolument indépendante suivra toujours, au milieu de maints tâtonnements, d'avances et de reculs, sa voie révolutionnaire. C'est donc à la C.N.T. que vont toute notre confiance, tous nos espoirs.

Et ceux qui, chaque jour, sont insultés, calomniés, ont, par leur sens des réalités, leurs compromis, sauvé la C.N.T., qui est tout l'avenir révolutionnaire, de l'écrasement total par le fascisme. Et pour eux le problème reste entier : écraser le fascisme. Et c'est pour cette œuvre que nous devons les aider.

RENE FREMONT.

Jeunesse Anarchiste Communiste

Réformisme chrétien, auxiliaire du patronat

De tous les réformismes, le plus perfide est sans aucun doute celui des chrétiens. Alors que sociaux-démocrates et dirigeants cégétistes reconnaissent la faillite du régime capitaliste, les « défenseurs chrétiens » de la classe ouvrière, jockistes, syndiqués professionnels et syndiqués chrétiens considèrent comme solidaires intérêts ouvriers et intérêts patronaux.

Les premiers, malgré toutes leurs trahisons passées et à venir, avouent l'antagonisme des classes, les seconds le nient réclament seulement des droits et des devoirs aux exploités comme aux exploités.

Les dirigeants de la J.O.C. détournent de la route de combat les jeunes ouvriers tentés de se rebeller contre une autorité patronale leur apparaissant injuste. Pour obtenir la confiance des jeunes travailleurs, les réformistes chrétiens leur promettent aujourd'hui un travail éducatif, une jeunesse forte, un avenir assuré.

La J.O.C. dupe ainsi les jeunes prolétaires aisément fascinables par un idéal de justice, de bonheur et de bien-être, elle devient le meilleur soutien du régime qui s'écroule, le pire ennemi de la classe ouvrière.

Travail éducatif, tel est un des buts que prétend s'être assigné la J.O.C. N'est-ce pas là la solution rêvée au difficile problème de l'apprentissage ? Quel jeune apprenti se refuserait à une semblable garantie ? « L'arpète » ne prétendrait-il pas en effet étudier son métier, le connaître à fond et le plus rapidement possible pour obtenir la paie d'un ouvrier spécialisé ?

Voilà certes l'idéal, mais quels sont les moyens préconisés pour imposer le travail éducatif ? La naïveté a des limites et on ne nous fera pas croire que le patronat à la rapacité toute humaine accorderait cette si juste réforme de gaieté de cœur.

« La charité chrétienne » elle-même prêchant la paix sociale ne pourra obtenir des dignes descendants des « marchands du Temple » la moindre amélioration. Quand on connaît d'autre part le rôle joué par les syndiqués chrétiens et similaires lors des revendications ouvrières on ne doit pas donner confiance à la jeunesse professionnelle.

Le travail éducatif est en effet nécessaire et indispensable, mais il ne sera appliqué que si les travailleurs eux-mêmes savent l'imposer à leurs employeurs.

Une jeunesse forte réclame encore ces « braves jockistes », tout comme leurs frères de l'Avant-Garde. Une jeunesse forte ? Pourquoi faire ? Pour avoir des jeunes gens sains, bien portants ? Oui ! Mais aussi pour être aptes à la défense du sol national.

Il faut des jeunes soldats forés, c'est tout un

programme et les jockistes ne sont pas les derniers à donner l'exemple. Les scouts fréquentent les cours d'éducation physique, vivent en plein air, étudient tout ce qui concerne la vie des casernes, apprennent surtout l'obéissance si nécessaire à l'organisation de la défense nationale.

Mon dieu ! Pourquoi faire la défense nationale ? Le christianisme n'est-il pas universel ? N'est-il pas écrit dans les Evangiles : « Aimez-vous les uns les autres ? »

La jeunesse ouvrière chrétienne se réclame pourtant des préceptes de Celui qui fut enfanté par la Vierge Marie ! Il faudrait sans doute se renseigner auprès des dirigeants de la J.O.C.

Enfin sans les prières de la J.O.C. et malgré notre insubordination au conformisme, la jeunesse sera forte et c'est peut-être tant mieux si elle sait se souvenir de certains conseils révolutionnaires.

Notre avenir sera assuré si vous suivez bien les conseils des jeunes frères du Christ. N'auriez-vous pas confiance, jeunes travailleurs dans vos destinées pleines de calme et de repos ; vous possédez le statut moderne du travail, vous êtes assurés de ne plus avoir de grèves à déclencher parce que c'est interdit. Ne voyez-vous pas la vie en rose ? Les cliquets d'armes vous feraient-ils peur ? Craignez-vous une nouvelle conflagration générale ? Le service militaire ne vous donne-t-il pas un emploi assuré pendant deux ans ?

Priez ! Priez ! Allez à la messe tous les dimanches ! Les autres jours aussi ! rendez-vous à confesse et votre avenir sera assuré !

Les allocations de chômage seront peut-être relevées, le nombre des chômeurs augmenté, le coût de la vie aussi, les bénéfices patronaux floués... et vous craignez pour votre avenir. Allez, un peu de confiance la J.O.C. est là, faites-lui confiance ! Soyez disciplinés ! La course aux chefs, la course aux dictateurs est ouverte ! Qui arrivera le premier ?

Halté-là ! L'avenir de la jeunesse ouvrière n'est pas dans la soumission, il est dans la lutte. C'est seulement au prix de maints efforts que son avenir pourra être envisagé, et certainement pas en régime capitaliste, au sein de cette société gangrénée et pourrie.

La jeunesse ouvrière ne pourra prétendre organiser la paix sociale qu'après une révolution prolétarienne. Il n'y aura plus de lutte de classes lorsqu'il n'y aura plus de classes.

En attendant les efforts des jeunes exploités doivent tendre tous vers le même but : lutte à outrance pour renverser le capitalisme et son auxiliaire le cléricanisme.

P. SERVANT.

L'OPPORTUNISME DE LA C. N. T. sauvegarde de l'avenir révolutionnaire

(Suite de la première page.)

Que la bourgeoisie profitât du piétinement de la révolution, pour tenter de consolider son pouvoir ébranlé, ce n'est là qu'un phénomène normal de la lutte des classes. Les frictions devaient se multiplier, d'autant plus que la classe ouvrière et paysanne continuait les collectivisations.

L'angoissant problème des armes étirait toujours à la gorge nos camarades et les obligeait d'accepter les conditions draconiennes de Staline. Cet abominable chantage a pesé sur toute l'évolution des événements d'Espagne. Rompre, se dresser les armes à la main contre les Staliniens, mais c'était aller au-devant de la défaite. Nos camarades auraient peut-être pu vaincre le gouvernement de Valence — ce qui n'est pas prouvé, si l'on tient compte que toutes les armes techniques, avions, tanks, artillerie, se trouvaient dans les mains d'officiers russes — mais ils auraient été vaincus par Franco, immédiatement après. Tous les sacrifices faits jusqu'alors par le prolétariat espagnol l'auraient été en pure perte. La défaite aurait été complète.

Nos amis ne pouvaient sortir de ce cercle de feu que par le soutien des prolétaires français et anglais, qui auraient obligé leur gouvernement de lever l'odieuse blague, et de vendre des armes aux Gouvernements. Mais les travailleurs suivent aveuglément les partis socialistes et communistes et pensent avoir accompli tout leur devoir quand ils ont versé quelques sous pour leurs frères d'Espagne. Cette grande lâcheté du prolétariat mondial livrait la C.N.T. aux exigences de Staline et l'obligeait à reculer.

Trotsky écrit : « Et que se serait-il passé, si l'Union Soviétique n'avait pas existé du tout. »

Ce qui se serait passé si l'Union Soviétique n'avait pas existé, mais tout simplement la victoire de la C.N.T., car l'Espagne ouvrière ne se serait pas trouvée devant une Europe fasciste.

Nos camarades de la C.N.T. paient actuellement les fautes, les crimes, de l'Internationale Communiste. Sans le Bolchevisme, la II^e Internationale, totalement discréditée après la guerre, n'aurait jamais pu se redresser dans le monde. Le fascisme n'aurait pas triomphé en Bulgarie, en Allemagne, en Autriche. Les travailleurs français ne seraient pas sous la tutelle des valets de Staline. La politique infâme du Komintern ne se serait pas exercée en Espagne. Franco n'aurait pas été soutenu par le fascisme international, la révolution espagnole ne se serait pas trouvée devant un capitalisme mondialement victorieux, devant un prolétariat mondialement défait, incapable de soutenir les ouvriers ibériques.

Les responsables de tous ces échecs ce sont les hommes qui ont donné naissance à la III^e Internationale sans pouvoir assurer son triomphe, c'est-à-dire Lénine et Trotsky.

Vouloir comparer la situation espagnole

à la situation russe, comme veut le faire Trotsky est une erreur. L'armée rouge a pu triompher avec un matériel totalement défectueux. Elle a terminé la guerre civile n'ayant à sa disposition que quelques avions, et quels avions, presque plus dangereux pour ceux qui les employaient que pour leurs ennemis. Trotsky lui-même ne raconte-t-il pas qu'il s'est opposé à la continuation de la guerre contre la Pologne à cause du mauvais état du matériel de l'armée rouge. Qu'aurait pu faire une telle armée en Espagne ? Elle aurait été vaincue en quelques semaines.

L'intervention étrangère en Russie ne se compare en rien à l'intervention étrangère en Espagne. La guerre civile en Russie a pu se continuer à la suite de l'effondrement des armées allemandes, devant les armées alliées. Les interventions de ces dernières en Russie ont plutôt mal tourné, et l'armée rouge n'y a été absolument pour rien.

La révolte des marins de la Mer Noire a mis fin aux projets de Clemenceau contre la révolution russe. Si les soldats italiens avaient suivi l'exemple des marins de la Mer Noire depuis longtemps le fascisme serait écrasé. Malheureusement il n'en est pas ainsi. Mussolini et Hitler continuent d'envoyer hommes et matériel en Espagne, et aucune révolte ne se produit dans leurs troupes.

Parler de travail révolutionnaire chez eux, et ne compter que là-dessus pour triompher est une utopie.

Le problème n'est pas aussi simple, il est indispensable aux antifascistes espagnols pour triompher, de posséder un matériel supérieur à celui de Franco, et ce matériel ne peut être fourni que par les puissances capitalistes. Rompre le Front antifasciste est complètement impossible.

Nos camarades ont refusé de collaborer au gouvernement Négrin, parce que celui-ci représente exactement un gouvernement de classe, qui tente d'arracher au prolétariat les bénéfices de la révolution. Au milieu des concessions faites, des reculs opérés, la C.N.T. n'a en qu'une pensée : maintenir intactes ses forces, pour la sauvegarde de l'avenir révolutionnaire. Elle a pleinement réussi. Non seulement ses forces se sont maintenues, mais encore elles augmentent chaque jour. Les collectivisations agricoles continuent. Les organisations syndicales maintiennent leur contrôle sur les usines et les moyens de transport.

La révolution a reculé politiquement mais se maintient économiquement, et jamais un gouvernement démocratique ne pourra revenir à la situation d'avant le 19 juillet. La mainmise par les travailleurs sur les moyens de production est un fait acquis, et le maintien du foyer révolutionnaire. Ceci est une confirmation de nos théories, et démontre aux marxistes que le pouvoir politique n'est pas tout. Aujourd'hui plus de 75 % des forces armées sont des forces révolutionnaires, ouvrières de l'U. G. T. et surtout de la C. N. T., qui ne suivront pas l'exemple des ouvriers français en 1918, ils ne rendront pas leurs armes. Ils resteront

NOTRE LIBRAIRIE

Ce qu'est devenue la Révolution russe, d'Yvon	2 50
franco	3 fr.
Un mineur français en U.R.S.S. de K. Legay	4 fr.
franco	4 50
J'ai été ouvrier en U.R.S.S., de A. Smith	3 fr.
franco	3 50
La Révolution Russe en Ukraine, par N. Makhno	10 fr.
franco	10 80
Histoire du Mouvement Makhnoviste, par Archinoff	10 fr.
franco	10 80
Abrégé du Capital de Marx de C. Cafiero	4 fr.
franco	4 50
Quelques écrits, d'Adhémar Schwitzgubel	5 fr.
franco	5 50
Les Joyeusetés de l'Exil, de C. Malato	15 fr.
franco	16 fr.
Marianne à la Curée, de F. Kolney	5 fr.
franco	5 80
La Marche royale, de A. Latzko	4 fr.
franco	4 80
La Maternité consciente, de M. Devaldès	6 fr.
franco	6 80
Jours d'exil, de Cœurderoy. 3 tomes	20 fr.
franco	22 50
Œuvres d'Aurèle Patorni : Le Rire dans le Cimetière	6 fr.
franco	6 80
Les fécondations criminelles	6 fr.
franco	6 80
La Grande Retape	10 fr.
franco	10 80
Sous la foi du serment, une année en Espagne nationaliste, de Antonio Ruiz Vilaplana	12 fr.
franco	13 fr.

« L'EXPLOITÉ » PARAIT LE 17 MARS

Tous les camarades sont priés de passer leurs commandes. Le prix de vente est de 0 fr. 40, une ristourne de 0 fr. 10 est laissée aux Groupes le vendant.

Les Groupes n'ayant pas retourné les listes de souscription doivent le faire au plus vite. Les camarades du Comité de rédaction doivent être présents le 10 MARS A 21 HEURES AU « LIB » pour le travail dont ils se sont chargés.

Tout ce qui concerne le journal : articles, commandes, renseignements doit être adressé à Roger Coudry, au LIBERTAIRE.

Les envois d'argent doivent être adressés à GEORGES GOURDIN, CHEQUE POSTAL CC. 58703 PARIS, L'IVRY-LEZ-TOURNAI (Seine-et-Oise).

Des papiers pour le lancement de « L'Exploité » seront à la disposition des camarades pour le 1^{er} mars à raison de 2 fr. le cent. — R. G.

COMMUNICATIONS DIVERSES

♦ L.I.C.P. — Grande réunion publique : La guerre menace, vendredi 25 février à 20 h. 30, salle des Fêtes, rue Emile-Augier, Pré-St-Gervais. Orateurs : Jospin, Hagnauer, Paul-Louis Goldschild, Roger Coudry.

REUNIONS ET CONFERENCES DE LA SEMAINE

Fontenay JEUDI 24

Salle de l'Amicale, 216, rue du Moulin. POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Gourdin, Roger Coudry.

Goussainville VENDREDI 25

Salle Caillat (Ferme des Noues), à 21 h. LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Frémont, Servant.

Paris XIII

Salle de l'Eclair, 4, av. d'Italie, à 20 h. 30. POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Patorni, Coudry.

Saint-Ouen SAMEDI 26

Salle Municipale de l'Eveil de l'Enfance, à 21 heures, place de la Mairie. POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Patorni, Frémont.

Montreuil JEUDI 3

Salle de la Coopérative, 11, rue de l'Eglise. LA MATERNITE CONSCIENTE par une camarade du groupe

Paris XII

6, rue Saint-Bernard, à 20 h. 30. LA PATRIE CE MENSonge

Orateurs : Servant, Lagardère.

Paris III

Salle de l'Homme armé, 44, rue des Archives. LE STATUT MODERNE DU TRAVAIL

Orateur : Guyard.

Paris IX VENDREDI 4

Salle « au Cadet », face métro Cadet. PEUT-ON RESORBER LE CHOMAGE EN REGIME CAPITALISTE ?

Controverse : Un orateur de l'U. A., un

orateur des J. E. U. N. E. S.

M. CHAMBELLAND LES DEUX GRANDES DUPERIES DU STATUT MODERNE DU TRAVAIL

Prix 0 fr. 50 franco 0 fr. 75

**Est-ce que les députés
se sont occupés de l'état
des finances de leur
patron pour s'octroyer**

**l'échelle
mobile ?**

Le libertaire syndicaliste

La classe ouvrière sacrifiée à l'Union Nationale

Le dernier C. C. N. vient de nous le prouver une fois de plus. On nous rétorquera que le C. C. N. ne représente pas les cinq millions de syndiqués, que beaucoup de délégués ne parlent qu'en leur nom personnel, n'ayant pas été, depuis déjà pas mal de temps, soumis à une réélection.

C'est vrai, et c'est heureux que ce soit vrai. Car nous pouvons toujours espérer que le jour où les ouvriers seront appelés à se prononcer, ils balayeront tous ces bougres qui ont véritablement trop d'attaches partisans et gouvernementales.

Mais, pour l'instant, bien ou mal élu, le C.C.N. délibère, discute et engage pour toute la classe ouvrière. Et comme précisément la discussion est grave, parce qu'il s'agit de ce qu'on pourrait appeler une réforme de structure, on peut regretter que ceux qui ont charge de décider pour tous ne soient que des personnalités sans mandat.

Car, qui donc a chargé Jouhaux de déclarer au C. C. N. : « D'AUTRE PART, SUR LES RENDUS COLLECTIFS, IL NE PEUT S'AGIR DE S'OPPOSER A CES RENVOIS LORSQUE LA PRODUCTION DIMINUE ».

Jouhaux est-il le défenseur des ouvriers ou des patrons ? Car, lorsque la production (ou plutôt le débouché pour la production, comme le croit qu'il a voulu dire) diminue il n'y a que deux solutions possibles : Ou les ouvriers continuent d'être employés, et ce sera aux dépens des bénéfices patronaux, ou les ouvriers seront licenciés pour maintenir l'intégrité des dividendes. Jouhaux opte pour la deuxième solution. Qui donc l'a chargé de prendre cette attitude ?

Qui donc a chargé Jouhaux de dire : « Si UN PATRON SE REFUSE A ACCEPTER UN ARBITRAGE LES OUVRIERS DOIVENT AVOIR DROIT A L'ALLOCATION DE CHOMAGE ».

Je n'ai — nous n'avons — aucune confiance en l'arbitrage. Nous l'avons cependant accepté. D'abord, parce que nous sommes respectueux de la discipline syndicale, ensuite et surtout parce que nous ne sommes pas assez forts pour passer outre. Mais enfin, l'arbitrage obligatoire existe, et il peut arriver qu'un jour, ayant un conflit avec notre patron, ce conflit soit soumis à un arbitre.

Supposons (tout arrive, surtout lorsque l'on entre dans le domaine des suppositions) que l'arbitre, tranche le différend en notre faveur. On rentre dans l'atelier avec un petit sourire en coin, et... on tombe sur le patron : L'arbitre vous a donné gain de cause ? Minute ! Allez chercher M. Jouhaux.

On sort. Qu'est-ce qu'on risque ?

« L'ARBITRE NOUS A DONNÉ RAISON. »

On va trouver Jouhaux. Et il nous sort son discours du C. C. N. : RENTREZ CHEZ VOUS ET FAITES-VOUS INSCRIRE AU CHOMAGE. QUI EST-CE QUI SERA COVONNÉ : C'EST LE PATRON.

M. Jouhaux, qui dans un C. C. N. exhortait de telles pauvretés, est chargé par cinq millions de syndiqués, de travailler à la suppression du salariat et du patronat.

Pitoyable C. C. N. Pitoyables dirigeants. Ils donnent l'impression de ne pas savoir à quelle branche se raccrocher. Ils ne défendent les intérêts du prolétariat que dans la mesure où ils ne sont pas opposés avec l'intérêt du Pays. On les devine tout prêts à crier : France d'abord.

Je ne sais plus qui a dit — parlant d'une armée — : « c'étaient des lions conduits par des ânes ». On peut en dire autant du syndicalisme : « des hommes conduits par des bourriques ».

Les syndiqués n'ont plus pour nourriture que des boniments. Un exemple. Dans le statut du travail l'échelle mobile est prévue à condition que son application ne soit pas gênante pour la trésorerie patronale. Ce qui veut dire qu'il n'y aura pas d'échelle mobile.

Ce n'est pas l'avis de Frachon (Benoît pour les frères du syndicat professionnel).

Pour Benoît, ce qui compte, ce ne sont pas les textes votés, mais bien la manière dont il veut les lire : « CE QUI COMTE POUR NOUS CE N'EST POINT L'INTERPRÉTATION DES TEXTES, C'EST CE QUE NOUS AVONS DÉCLARÉ Y VOIR ET CE QU'ON A ADMIS ».

Boniments ! Frachon sait très bien qu'une fois les lois votées, on ne fera pas appel à lui pour les interpréter.

Et s'il prend cette attitude désinvolte c'est pour pouvoir mieux faire avaler la pilule amère à ceux qui seraient tentés de ne pas s'incliner.

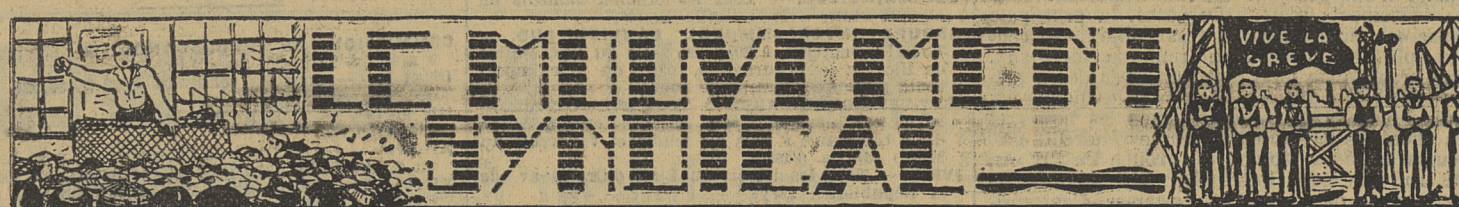
Il en est de Frachon comme il en est de Jouhaux, comme il en est de presque tous les dirigeants syndicaux.

Ils sacrifient la classe ouvrière à l'union nationale.

La C. G. T. de 1938 avec cinq millions d'adhérents va accorder à Chateaubert ce que la Fédération des Bourses de 1902 qui était mille fois plus faible en effectifs, mille fois plus forte en dignité a refusé à Millaud.

LE NOMBRE N'EST PAS LA FORCE.

GAM.



AU GAZ DE NEVERS

Une mise au point pour la cellule

Je voudrais répondre en deux mots à l'article paru dans l'« Emancipateur » du 11 février 1938, article intitulé « Aux Usagers » et signé « La Cellule du Gaz ». D'abord une objection. Est-ce que cet article émane bien de la cellule elle-même ? Pour mon compte personnel, je me refuse à y croire, étant donné que j'ai consulté certains camarades appartenant à la dite cellule et qui se déclarent en complet désaccord. Ils soulèveront même la question en réunion de cellule. Mais ceci ne me regarde pas. Avouez quand même, camarades, que j'ai conservé encore un peu de sympathie, même parmi les vôtres et par-dessus les ordres donnés, à savoir : me calomnier.

En ce qui concerne le 25 alinéa de l'article « lorsqu'on est révolutionnaire et défenseur de la classe ouvrière, il serait peut-être logique de penser à l'ensemble des prolétaires et pas seulement à soi-même ».

Je répondrai à l'auteur de cet alinéa que je n'arrive pas à comprendre pourquoi, parce que je pense et continuerai à penser, que ceux qui, par leur dévouement et souvent fois avec abnégation, se sont sacrifiés pour la classe ouvrière, n'ont pas besoin de tels conseils. Il n'y a d'ailleurs qu'à consulter les ouvriers du gaz à ce sujet. La réponse ne se fera pas attendre.

Et puis plus loin, l'on m'assimile à un Doriot. Allons, camarades, de grâce... accordez vos vœux.

Le syndicalisme doit aussi s'intéresser à l'éducation morale

La C.G.T. d'autrefois avait parfaitement compris la nécessité, pour le prolétariat, de lutter contre les fléaux qui déciment ses rangs. Et au premier rang, elle mettait la lutte contre l'alcoolisme — l'alcoolisme qui, en tuant son énergie et son intelligence, fait de l'homme une brute. La C.G.T. avait raison. Elle avait raison encore de reprendre cette campagne permanente. Il ne s'agit pas de s'engager en mentor et de prêcher un ascétisme plus ou moins sincère. De la mesure en toute chose, là comme ailleurs. Mais on peut regretter qu'un journal syndical, « Le Travailleur Syndicaliste », qui est l'organe de l'union départementale du Bas-Rhin en marche, totalement en sens inverse et consacre presque toute sa dernière page à la publicité des bières et brasseries — il y en a vingt et une accolées !

N'oublions pas que la France garde le triste privilège de venir en tête des nations d'Europe, par la consommation d'alcool, 2 l. 6 par par an et par habitant.

Un peu moins d'entraînement aux braconneries collectives et aux poings brandis, à diriger les syndicalistes, et un peu plus d'éducation morale.

CERCLE SYNDICALISTE "LUTTE DE CLASSE"

(Cimentiers)

Les camarades membres du Cercle Corporatif et sympathisants, sont invités à assister à la réunion qui aura lieu le 26 février à 9 h. 30 du matin, 7 rue Lacharrière (11^e) métro Saint-Ambroise. Ordre du jour : Le statut moderne du travail.

Présence assurée d'un conférencier des « Cercles syndicalistes ».

lons, hier trotskistes, anarchistes, marceau-pi-vertistes, que suis-je encore et puis aujourd'hui doriotistes. Ah, voyez-vous, laissez-moi rire si ce n'était que grotesque pour vous. Néanmoins, je tiens à vous dire que Doriot a été votre homme, je vous le faisais.

Au sujet de l'allusion aux coups, eh bien, je vous avoue très sincèrement que j'ai giflé un camarade qui a été très malhonnête vis-à-vis de moi ; en outre, il m'arrive, depuis que je ne suis plus avec vous d'être provoqué souvent, je l'évite à tout prix. Mais néanmoins, la patience a des limites.

En conclusion, je ne vois pas très bien ce que la cellule du Gaz veut faire dans notre mouvement syndical. Serait-ce parce que vous n'avez pas triomphé à la dernière réunion de par votre attitude. Tout le laisse supposer, c'est bien ça, hein ? Quant à moi, je resterai fermement sur mes positions, à savoir : indépendance totale du mouvement syndical vis-à-vis de tous les partis politiques qu'ils soient.

Et, par la même occasion, j'invite mes camarades de la Cellule du Gaz à cesser de telles pratiques qui ne peuvent que nuire au monde du travail. — Girard.

P.-S. — Nous soussignés, membres du Bureau du Syndicat du Gaz, après avoir pris connaissance de l'article paru dans l'« Emancipateur » du 11 février 1938 et de la réponse faite par notre camarade Girard, secrétaire général de notre Syndicat, regrettons profondément l'attitude prise par nos camarades communistes vis-à-vis d'un des membres de notre Bureau, renouvellerons notre entière confiance à notre camarade et lui disons : « Continue comme par le passé, tiens bien ferme le gouvernail que nous t'avons confié » — Charbonnet, Charbonnet Louis, Stéphanie, Lagaudie, Vaudron, Montigny, Martinot, Bonnier, Bridier Charles, Eliot.

CORPORATISME ET SYNDICALISME

Le vendredi 18 février, le Cercle d'études syndicalistes local organisait une conférence éducative avec le concours du camarade Hagauer, secrétaire du syndicat de l'enseignement.

Environ deux cents personnes, dont une grande partie du corps enseignant de la localité ont écouté attentivement et avec intérêt le bel exposé de notre camarade sur le sujet d'actualité : « Corporatisme et Syndicalisme ».

Sous la conduite de Genix, conseiller municipal, conseiller prud'homme, secrétaire général du syndicat des menuisiers de la Seine et très probablement candidat au secrétariat du Centre de propagande local — quel cumulard — un certain nombre de nacos étaient venus non pour s'éduquer, mais pour troubler cette belle réunion syndicaliste.

Le président ayant demandé plusieurs fois si quelqu'un avait des objections à formuler ou des questions à poser à l'orateur, le cumulard Genix, qui ne pouvait partir sans exécuter l'ordre, la mission à lui confiée par ses chefs nacos — on s'enrichit comme on peut, n'est-ce pas — essaya de mettre les organisateurs de la conférence dans une mauvaise posture en les accusant de faire de la besogne antisyndicale, les traitant d'indisciplinés, de fractionnaires, à tel point que dans la salle des protestations éclatèrent.

Le président fustigea sévèrement le secrétaire des menuisiers, démontrant sans difficulté que ce qui les faisait crier si fort c'était la preuve de leur incapacité d'éducateurs et de syndicalistes, que tous leurs actes n'avaient d'intérêt que pour leur parti.

Hagauer leur démontra ensuite que, non seulement ce que nous faisons n'était pas contraire aux principes syndicalistes, à la Charle

d'Amiens et à celle de Toulouse, mais que c'était en vertu même de ces principes et dans l'intérêt du syndicalisme que nous œuvrions.

Le Cercle Syndicaliste.

CHEZ LES OPERATEURS ET EMPLOYES DE CINEMAS DE CANNES

Un ordre du jour contre le statut du travail

Réunis en assemblée générale le 6 février 1938, les employés et opérateurs des cinémas de Cannes, après avoir étudié le statut moderne du travail déposé par le Gouvernement Chateaubert, considérant que les intérêts de la classe ouvrière ne sont pas sauvegardés, vote l'ordre du jour suivant :

« Demandent à la Fédération d'intervenir auprès de la Commission administrative pour révoquer, dans son ensemble, le statut moderne du travail, fumisterie sociale des temps modernes qui n'a d'autre but que de porter atteinte à la classe ouvrière, en renforçant l'action patronale et en frappant les meilleurs militants de la C. G. T. ».

« Demandent à la Fédération de faire d'urgence le nécessaire pour que sorte le plus tôt possible le décret des 40 heures que nous attendons depuis le gouvernement du Front populaire. »

Hénaff en minorité dans son syndicat

Au syndicat des cimentiers les élections de Paris ont donné des résultats surprenants pour les plus optimistes des minoritaires et désastreux pour les partisans du fonctionnarisme et de la politique de collaboration de classes dans le syndicat.

Le dépouillement des bulletins de vote des cimentiers de Paris, c'est-à-dire, et il faut le souligner, de bulletins déposés dans des urnes qui avaient l'avantage d'être faciles à contrôler, le vote ayant eu lieu à la Bourse du Travail et au bureau de placement des cimentiers, a marqué un effondrement complet de la tendance chère à Thorez.

On voudrait à la direction des cimentiers pouvoir masquer ce résultat inattendu en en contestant la régularité. Il faudrait être naïf pour envisager un seul instant que les communistes aient pu être bernés par des manœuvres déloyales alors qu'ils avaient toutes les possibilités de contrôle, étant en fait les maîtres du syndicat.

Voici d'ailleurs le chiffre exact obtenu par Eugène Hénaff, secrétaire à l'Union des syndicates et candidat au conseil d'administration. Voix : 3.197. Hénaff obtient 1.343 voix et est classé VINGT-SIXIEME pour 23 candidats à élire. Tous les autres résultats sont du même ordre et marquent un net réveil des tendances syndicalistes.

Hénaff, dans les assemblées prochaines, pourra, revêtu de la veste symbolique, parler une fois de plus de la petite poignée des « hystériques du syndicalisme », mais cette fois au nom d'une minorité.

LEFEUVRE.

APRÈS LE C. C. N.

Où va le syndicalisme ?

La C.G.T. est morte. Oui, tout comme la social-démocratie allemande, laquelle n'était plus, depuis août 1914, « qu'un cadavre puant » (1). Pendant les quatre ans que dura le massacre, ses dirigeants allaient se déshonorer dans la pire des trahisons. L'antimilitarisme n'avait jamais dépassé le stade d'affirmations purement verbales qui ne parvenaient qu'imparfaitement à masquer le malaise réel qui régnait depuis plusieurs années dans les sphères dirigeantes de la C.G.T.

Sans la guerre, une crise aurait-elle éclaté ? L'analyse que Rosmer donne de cette période du mouvement ouvrier dans son intéressant ouvrage (2) permet de le penser. En effet, la C. G. T., à la différence des centrales syndicales des autres pays, était à la fois parti politique et syndicat. Tirailée continuellement entre les tendances révolutionnaires des dirigeants et la pratique très souvent réformatrice et, pour tout dire, traductrice des militants de base, surtout préoccupée de recrutement, constamment en butte aux tentatives d'enveloppement des socialistes parlementaires et des hérétiques, la C.G.T., dans les années qui précéderont la guerre, ne maintenait son équilibre qu'avec une extrême difficulté. La crise fut résolue par la guerre, qui mit en évidence les germes de désaffection qui rongeaient depuis longtemps l'organisme. Pendant des années, nos syndicalistes d'union sacrée hurlèrent à qui mieux mieux avec les loups imperialistes, et la « Bataille Syndicaliste » rivalisa avec la presse bourgeoise et « l'Humanité » elle-même de mensonges haineux.

L'armistice et le retour des démobilisés allaient faire apparaître impitoyablement la scission morale entre les syndicalistes de guerre et les syndiqués. La révolution russe galvanisait les esprits. Les syndicalistes révolutionnaires relevaient la tête. La minorité s'organisait fiévreusement et commençait à demander des comptes à l'Europe orientale et centrale. La vague révolutionnaire déferlait sur la France. Attachés désormais à la fortune du régime, les chefs n'hésitèrent pas à recourir à l'« opération chirurgicale » de la scission pour se débarrasser des gêneurs. N'oublions pas cependant de reconnaître qu'ils furent grandement aidés en cela par certains minoritaires dont les malades étonnés étonnés encore aujourd'hui.

Le bolchevisme, grandiose tentative, il faut le reconnaître, de redressement révolutionnaire, ne devait pourtant produire en France qu'un mauvais succès du syndicalisme révolutionnaire. Gangrené dès le départ par le marxisme, théoriquement et idéologiquement, le bolchevisme n'aboutissait en Russie qu'à un Etat autoritaire où toute raison s'effaçait devant la monstrueuse raison d'Etat. Ayant deviné la Révolution pour lui conserver un gouvernement, le parti bolchevik entreprenait la colonisation du mouvement ouvrier mondial pour en faire le rempart du nouvel Etat. La C.G.T.U. nouvellement formée tombait dès 1923 entre les mains des Monmousseau, Raynaud et autres agents de Moscou, et la guerre des tendances allait prendre des proportions inouïes, jusqu'au jour où Moscou triomphait sur toute la ligne en s'attachant les chefs réformistes eux-mêmes. L'unité syndicale devait consacrer la victoire de l'Etat russe.

Quelle est donc la politique de cette C.G.T. fantôme qui n'a, avec l'autre, de commun que le nom ?

La C.G.T. se flatte d'aplanir les antagonismes de classe. Rien ne lui fait tant peur que l'action ouvrière. Elle tient par-dessus tout à sa réputation de sagesse. Et il est comique de constater que ceux qui doivent réaliser le terme barbare de « dévaluation », pour se débarrasser de ce boulet qui la paralyse, la plus grosse de toutes les entreprises capitalistes, l'Etat, recourt périodiquement à l'expropriation de ses créanciers (conversion des rentes), et surtout à l'émission de fausse monnaie, pudiquement masquée sous le terme barbare de « dévaluation ». Cette dévaluation, qui constitue pour les créanciers une véritable expropriation avantage considérablement les débiteurs, et en particulier le capital actif, le capital industriel ; c'est une véritable « réduction générale des dettes ». On comprend aisément l'intérêt qu'il y a, pour les capitalistes, à désengorger, à purger périodiquement leurs entreprises par la réduction des dettes. La dévaluation a aussi pour conséquence la « hausse des prix », hors de laquelle la production capitaliste est menacée par la mortelle stagnation. Mais ici, un gros inconvénient intervient : les prêteurs deviennent méfiants, ils dissimulent leurs bas de laine, les capitaux se cachent, et on entend les boîtes réformatrices tonitrueuses contre la thésaurisation. Rien n'y fait. Les capitaux, de plus en plus circonspects, fument le camp hors des frontières, malgré les glissements de « l'Humanité » contre le manque de patriotisme des financiers. Les capitalistes sentent bien que la dévaluation, qui pourrait jouer le rôle d'un régulateur, risque, trop souvent répétée, de tuer la poule aux œufs d'or.

C'est alors qu'interviennent les sorciers cégétistes : eux, ils possèdent un truc infallible, le « contrôle des changes ! » Plus d'évasions de capitaux. On vous règle ça en trois coups de cuillère à pot.

Mais vous autres, syndiqués du rang, vous allez peut-être dire que vous vous foutez éperdument de ces merveilles, et vous demander (1) Rosa Luxembourg.

(2) Le mouvement ouvrier pendant la guerre, pages 13 et suivantes.

Une loi de trahison !

Sans doute est-il trop tôt encore pour analyser l'ensemble de cette loi inique que l'on ose qualifier de Code du Travail, et que la Chambre a votée la semaine écoulée, avec la complicité des représentants les plus rusés des C.G.T.

Sans doute, spéculant sur la situation internationale, sacrifiant « l'intérieur à l'extérieur », le Sénat en profitera-t-il pour trancher encore dans ce monument inepte, ou y adjoindra des amendements rendant plus obscur un texte qui provoque déjà dans la presse des polémiques sur l'interprétation qui convient de donner aux articles relatifs à l'échelle mobile et à l'automatisme de son application en ce qui concerne l'augmentation des salaires, en regard à l'augmentation du coût de la vie.

Sans doute la seule espérance que puisse encore conserver la classe ouvrière de ce pays, c'est que les divergences entre les deux assemblées soient telles, que la loi Moch, qui n'est en réalité qu'une réédition de la loi Millaud, aille rejoindre dans les archives poussiéreuses du Parlement les documents de l'homme de Saint-Mandé.

Mais si par malheur — et c'est ce que nous craignons — la loi était ratifiée, tout va mal, et si la classe ouvrière ne résistait pas immédiatement contre son application, c'en serait fait non seulement de la liberté syndicale, mais de la liberté tout court.

Cette loi qui, dans l'esprit du législateur ignorant et incomplet, devait marquer l'ouverture d'une ère de paix sociale, ne peut que traduire la réalité que par des conflits de plus en plus violents entre la classe ouvrière et le patronat, ou alors, ce qui serait plus grave encore, par l'abandon pure et simple, totale du mouvement syndical qui, sans objet, donnerait tout pouvoir à un arbitrage hétérogène pour régler les désaccords entre le capital et le travail. Le Code du Travail, quelles que soient ses subtilités démagogiques de M. Frachon dans « l'Humanité », c'est la porte ouverte à tous les arbitraires, c'est l'étranglement des droits les plus sacrés de la classe ouvrière, c'est l'abrogation de fait de la loi de 1884 sur le droit de grève, c'est la première loi de dictature, c'est la dictature — rouge ou blanche — qui s'installe en France. Et c'est à un gouvernement qui se réclame du front populaire que nous devons cette monstruosité.

Nous étudierons prochainement les détails techniques de ce code du travail qui représente le danger le plus grand qu'ait jamais encouru, depuis l'Empire, la classe ouvrière de ce pays. Ce que nous nous demandons aujourd'hui, c'est par quelle aberration des hommes intelligents à ce qu'on ait, tout nous ne partageons pas les conceptions syndicales, mais que nous savons adversaires de tout esprit totalitaire, des hommes comme Jouhaux et Belin ont-ils pu s'associer à ces manœuvres blanches — qui s'installent en France — et à un gouvernement qui se réclame du front populaire que nous devons cette monstruosité.

Est-ce que la trahison serait plus profonde encore que nous ne le supposons ?

Nous voulons espérer que le dernier mot n'est pas dit et que le prolétariat, devant ce Code du Travail sur lui, se réveille et réclamera de ses chefs une compréhension plus sage de ses revendications les plus immédiates et les plus lointaines. Que la C.G.T. abandonne, alors qu'il en est temps encore, cette politique de collaboration parlementaire et, revenant à une plus saine tradition syndicale, qu'elle laisse la classe ouvrière en tête-à-tête avec le patronat. Elle saura défendre mieux que quiconque ses propres intérêts, abandonnant aux menuisiers en rupture de varlope et aux avocats sans cause un terrain officiel où s'est à jamais discrédité un parlement incapable et impuissant.

J. CHAZOFF.

ce que le syndicalisme vient faire dans cette galère.

Hélas ! Le syndicalisme est une chose, la C. G. T. en est une autre. La C.G.T. n'est plus, depuis 1914, qu'une excoécration, un prolongement de l'Etat bourgeois. Ayant trahi les principes internationalistes et révolutionnaires, elle n'est plus que l'ombre d'elle-même. Ses congrès donnent l'impression d'une sénilité sans remède du syndicalisme. Tous les laïcs pour compte de la science, tous les fumistes intellectuels et autres gens de petit savoir et de grande ambition, n'arrivent pas à plier ailleurs les productions fantasmagoriques de leur cerveau fumeux, se rabatent sur la C.G.T. : elle est toujours prête, n'ayant pas d'idées originales, à adopter les extravagances des charlatans de deuxième zone et des économistes de Café du Commerce. Cet accouplement immoral a abouti à la naissance de monstres hybrides comme le Code du Travail. Sur le plan de la politique extérieure, on adopte sans honte les fantaisies, les divagations galvaudées et écoulées de politiciens qu'elle est seule à prendre au sérieux. Par son adhésion à la sécurité collective, au bloc des démocraties, par ses imprécations contre les nations guerrières, elle admet les plus grossiers mensonges sur la responsabilité unilatérale de l'Allemagne dans la guerre ; elle accepte l'idée de la guerre contre l'agresseur (comme si, pour les impérialistes, l'agresseur n'était pas toujours le voisin !).

La C.G.T., avec ses palais, ses bureaucrates, ses fonctionnaires, ses personnages consueurs et autres Eminences grises, n'est plus qu'un rouage de l'Etat bourgeois.

Tout nous invite à croire qu'elle l'est pour toujours. Si elle l'avait pu, soyons certains qu'elle aurait empêché le mouvement de juin 1936. Elle a réussi à enlaidir la classe ouvrière. Ce ne sont pas nos intérêts qui s'en plaindront. Elle s'apprête à accepter, pour nous le carcan du Statut moderne du Travail. Et les capitalistes préféreront toujours une classe ouvrière organisée mais sage, à un prolétariat inorganisé mais en révolte.

L'aboutissement de la Révolution Sociale a lui en juin 36. Ce qui a manqué à la classe ouvrière, à ce moment, c'est une organisation bien, à elle, souple et ferme, comme le fut la C.G.T. en 1906. Rien n'est perdu cependant. Mais les militants anarchistes et syndicalistes révolutionnaires doivent se pénétrer de l'idée de renaissance de l'organisation révolutionnaire, par l'extérieur. C'est dans les usines que doit naître le nouveau syndicalisme. C'est dans les usines que doit résider la « grève générale ».

C'est cette tâche immense qui s'offre aux groupes anarchistes d'usine et aux cercles syndicalistes lutte de classe.

Tous les espoirs sont permis. La lutte continue.

GUENNEC.